NOTE DE SYNTHÈSE
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025

1. Désignation du secrétaire de séance

2. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 12 février 2025

AFFAIRES GENERALES

3. Communication du rapport sur les actions entreprises par la ville de Bourg-la-Reine suite aux observations définitives de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France pour les exercices 2017 et suivants

La chambre régionale des comptes d'Ile-de-France a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Bourg-la-Reine pour les exercices 2017 et suivants.

A l'issue de ce contrôle, la CRC a transmis un rapport d'observations définitives à la commune le 27 février 2024.

Ce rapport a été communiqué au Conseil Municipal le 29 avril 2024.

Conformément à l'article L 243-9 du code des juridictions financières, l'ordonnateur de la collectivité présente à l'assemblée délibérante, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives, un rapport devant cette même assemblée sur les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués.

Le rapport d'observations définitives comporte quatre recommandations de régularité et deux recommandations de performance.

A. Sur la fiabilité comptable et financière

Recommandation de régularité n°1 : *Publier sur le site Internet de la commune la liste des données essentielles relatives aux subventions attribuées par la commune dépassant le seuil des 23 000 € conformément à la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et au décret n°2017-779 du 5 mai 2017.*

Depuis la communication du rapport d'observations définitives à la collectivité, la commune procède systématiquement à la publication sur son site Internet de la liste des associations ayant bénéficié de subventions dépassant le seuil de 23 000 €.

Recommandation de régularité n°2 : *Compléter les rapports d'orientation budgétaire conformément à l'article D 2312-3 du code général des collectivités territoriales*

La commune s'est attachée à développer dès le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) pour l'année 2024 les points portant sur le contexte économique et financier et sur l'évolution des dépenses de personnel. Le ROB pour l'année 2025 a été enrichi et intègre notamment les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions.

Recommandation de régularité n°3 : *Constituer les provisions prévues par l'article R 2321-2 du code général des collectivités territoriales en cas d'ouverture de contentieux*

La cartographie des risques contentieux est réalisée. Une provision sera donc prévue au prochain budget tenant compte des risques financiers au regard des contentieux en cours.

B. Sur l'analyse financière

Recommandation de performance n°1 : Réduire la part des achats hors marchés

Les actions correctives entreprises afin de réduire la part des achats hors marché sont les suivantes :

- Une nouvelle nomenclature interne des achats en matière de fournitures et services a été élaborée dans le cadre d'une mission d'accompagnement conclue fin mars 2024. Celle-ci a permis de formaliser une arborescence simplifiée et adaptée aux types de dépenses effectuées au sein de la collectivité, fruit d'un travail collaboratif avec les services acheteurs. La nomenclature a été rendue davantage lisible (en distinguant d'une part, les fournitures et d'autre part, les services), moins fractionnée (passage de 86 à 15 grandes familles d'achat) et a fait l'objet d'évolutions (suppression de la catégorie « Divers »). A ce jour, l'arborescence est finalisée, un mode d'emploi de la nomenclature à destination des services a été élaboré. Il reste à importer les nouveaux codes dans le logiciel finances CIRIL.

- A la suite d'une étude générale des achats réellement passés et enregistrés comptablement sur la période 2021-2023, un travail approfondi par « familles d'achat » a été réalisé afin de quantifier leurs volumes financiers estimatifs annuels. Ce travail a permis d'identifier les futures procédures de passation à mettre en œuvre et d'optimiser le process achats. Plusieurs accords-cadres à marchés subséquents pluriannuels vont être prochainement formalisés et lancés, avec une prise d'effet début 2026. Ces procédures concernent :

- Les travaux d'entretien des différents bâtiments et équipements gérés par la commune ;
- Les prestations de maintenance préventive / curative des biens immobiliers ;
- Les prestations intellectuelles récurrentes liées au secteur de la construction et de l'urbanisme comme les prestations de maîtrise d'œuvre, de bureaux d'études techniques, de bureau de contrôle, de coordination sécurité et protection de la santé, de systèmes de sécurité incendie ;
- Les prestations de contrôles périodiques réglementaires des biens immobiliers et équipements (y compris sportifs).

- La mutualisation des achats à travers le recours à des centrales d'achat a été poursuivie (conclusion d'une convention d'adhésion avec la centrale d'achats régionale Ile-de-France en octobre 2024 et recours à leur marché d'« Achat de Papiers »).

Par ailleurs, il a été identifié que le processus d'enregistrement des marchés sur le logiciel Finances pourrait être encore amélioré. Aussi, une fois la nouvelle nomenclature achats mise en place, il est envisagé, avec le service Finances et Informatique, de planifier des formations à destination des référents marchés.

Enfin, le service de la commande publique et des achats est renforcé depuis le 1er avril 2025 avec le recrutement d'un nouveau collaborateur juriste acheteur.

Recommandation de performance n°2 : Développer une stratégie d'investissement, en l'appuyant sur un diagnostic exhaustif de l'état du patrimoine de la commune et sur un schéma directeur immobilier

La ville ne dispose pas actuellement de schéma directeur immobilier mais a réalisé un diagnostic énergétique des bâtiments communaux. Celui-ci sert lors de la rénovation des équipements et contribue également à améliorer la performance énergétique des bâtiments communaux.

C. Sur le projet de la Faïencerie

Recommandation de régularité n°4 : Céder à l'EPT Vallée Sud Grand Paris le portage et la maîtrise d'ouvrage du projet de la Faïencerie conformément aux articles L 5219-1 II et L 5219-5 IV du code général des collectivités territoriales

La Chambre souligne que le projet de la Faïencerie relève de la compétence territoriale par suite du transfert effectué par la MGP en vertu des articles précités. Dès lors, l'EPT exerce de plein droit la

compétence en matière de définition, de création et de réalisation d'opérations d'aménagement définies à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme.

En juillet 2024, la commune a saisi la Métropole du Grand Paris (MGP) afin de solliciter sa position sur la qualification d'opération d'aménagement du projet de la Faïencerie, lauréat de l'appel à projets « Inventons la Métropole du Grand Paris ».

Par courrier en date du 25 septembre 2024, le président de la MGP a répondu à la commune, en considérant que plusieurs arguments plaidaient contre cette qualification d'opération d'aménagement.

Le projet de la Faïencerie vise principalement la modernisation d'équipements publics et la vente d'un terrain pour un projet immobilier privé, sans volonté de réaménager une portion du territoire au sens large. Il s'agit d'opérations distinctes, l'une publique et l'autre privée. Le projet IMGP n'entraîne pas la création d'équipements publics nouveaux mais la reconstruction d'équipements existants à une échelle comparable. Enfin, la coordination des deux projets se limite à la cohérence architecturale et à l'insertion paysagère.

Par conséquent et dans ces circonstances, le projet de la Faïencerie ne peut pas être qualifié d'opération d'aménagement au regard des dispositions du code de l'urbanisme et être cédé à l'EPT en tant que maître d'ouvrage.

La Ville s'est néanmoins rapprochée de l'EPT Vallée Sud Grand Paris. Compte tenu de l'avancement du projet, de la notification des marchés, l'EPT a conclu qu'il n'était plus possible de reprendre la maîtrise d'ouvrage du projet Faïencerie.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de la communication du rapport relatif aux actions entreprises en réponse aux observations de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France.

URBANISME

4. Approbation de la cession des lots de copropriété n°12 et 46 à usage de boutique et arrière-boutique, remise et garage, dépendant de l'immeuble sis à Bourg-la-Reine 94, avenue du Général Leclerc

La Ville de Bourg-la-Reine a acquis, par décision de préemption en date du 27 janvier 2025, les lots de copropriété n°12 et 46 dépendant de l'ensemble immobilier sis à Bourg-la-Reine 94, avenue du Général Leclerc, à usage de boutique et arrière-boutique, remise et garage, occupés par un bail commercial, aux prix et conditions de la DIA (345.000 euros en valeur occupée, plus 17.000 euros de commission d'agence à la charge de l'acquéreur), en vue de la redynamisation du commerce de proximité sur la ville. L'acte authentique d'acquisition est en cours de rédaction.

La Ville a sollicité l'intervention de la foncière « Centres-Villes Vivants ». Par courrier du 19 novembre 2024, la foncière a informé la Ville de l'avis favorable de son Conseil d'Administration à l'acquisition desdits lots au prix maximal de 250.000 € hors droits, sous réserve de l'avis des Domaines, et d'une cession libre de toute occupation du commerce ou de l'engagement de la Ville d'acquiescer le fonds de commerce.

Concomitamment, la Ville a préempté le fonds de commerce ayant fait l'objet d'une déclaration de cession au prix de la déclaration, par décision en date du 27 janvier 2025.

Les murs seront donc cédés en valeur occupée.

Par ailleurs, la Ville a été retenue pour intégrer le programme de revitalisation « Centres-Villes Vivants » de la Métropole du Grand Paris afin de bénéficier d'un accompagnement technique et financier par le biais du Fonds d'Intervention Métropolitain de soutien à l'Artisanat, au Commerce et aux Services (FIMACS). Le Conseil municipal n°12022025/14 en date du 12 février 2025, a approuvé la convention, contrat Métropolitain de Développement « Centres-Villes vivants », qui prévoit la prise en charge par la Métropole du Grand Paris, de 40% de dépenses engagées, et par laquelle la collectivité s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre son programme d'actions de stratégie commerciale.

La Ville bénéficie d'une subvention de 40% du montant d'acquisition, soit 138.000 €, versée dans le cadre du contrat métropolitain de développement « Centres-Villes Vivants ». Conformément à la charte d'engagement centres-villes vivants, le prix de cession à la foncière métropolitaine, doit tenir compte de la subvention perçue. Aussi, le prix de cession est arrêté à la somme de 207.000 euros, complétés du montant des frais d'agence de 17 000 €.

La Ville engagera une procédure de rétrocession dudit fonds dans le but de maintenir une activité orientée vers l'équipement de la personne, notamment un commerce de détail d'habillement.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la cession, au bénéfice de la foncière centres-villes vivants, des lots de copropriété n°12 et 46, représentant respectivement 38/1042 et 30/1042èmes des PCG), dépendant de l'ensemble immobilier sis à Bourg-la-Reine 94, avenue du Général Leclerc, à usage de boutique et arrière-boutique, remise et garage au prix de deux cent sept mille (207.000) euros et complété par la prise en charge du montant des frais d'agence s'élevant à dix-sept mille (17.000) euros, en valeur occupée.
- d'autoriser M. le Maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, l'ensemble des actes afférents à cette cession, et notamment l'acte de vente.

5. Approbation des étapes préalables à la réalisation du projet de loisirs urbains au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier sis 66 boulevard du Maréchal Joffre / 6 place de la gare :

- **projet de modificatif de l'Etat Descriptif de Division en Volume de l'ensemble immobilier sis 66 du Boulevard du Maréchal Joffre**
- **déclassement des lots de volume 14, 17 et 18 appartenant à la Commune dans l'ensemble immobilier sis 66 du Boulevard du Maréchal Joffre**
- **réduction du bail à construction conclu le 17 janvier 1979 consenti à la SEM Sceaux-Bourg-la-Reine pour la construction de l'ensemble immobilier sis 66 du Boulevard du Maréchal Joffre**
- **réduction du bail à construction conclu le 3 janvier 1979 consenti à Hauts-de-Seine Habitat pour la construction de l'ensemble immobilier sis 66 du Boulevard du Maréchal Joffre**

La Ville de Bourg-la-Reine a le projet d'accueillir des activités de loisirs urbains au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier, sis 66 boulevard du Maréchal Joffre / 6 place de la Gare, divisé en lots de volume. Ce projet intègre le volume 2 et une partie du volume 8 (futurs lots de volume n°24 et 27) consentis à la SEM Sceaux Bourg-la-Reine Habitat par un bail à construction, une partie du lot de volume 6 (futur lot de volume n°22) consentis à Hauts-de-Seine Habitat par un bail à construction, et les lots de volume n°17 et 18 et une partie du lot de volume n°14 (futur lot de volume n°28), ces trois derniers appartenant à la Ville.

La Ville, la SEM Sceaux Bourg-la-Reine Habitat, Hauts-de-Seine Habitat et le porteur de projet, SMILE WORLD, se sont rapprochés en vue de l'installation de ce lieu de loisirs. Ce projet suppose la modification de l'EDDV actuel et la réduction de l'assiette des baux à construction consentis à la SEM Sceaux Bourg la Reine Habitat et Hauts-de-Seine Habitat.

L'EDDV actuel se compose de 18 volumes numérotés 1 à 4, 6 à 15, 17 à 19 et 21. A l'issue du modificatif à l'EDDV, après suppression et réunion de volumes, le nouvel EDDV se composera de 16 volumes numérotés de 1, 3, 4, 7, 9 à 13, 15, 19, 21, 23, 29 à 31. Le nouveau lot de volume 30 sera affecté au lieu de loisirs urbains. Le projet de modificatif à l'EDDV fait état des servitudes existantes conservées, de celles créées entre les nouveaux lots, et notamment de la création d'une servitude de passage piétons grevant le lot de volume 4, appartenant à la commune au profit du lot de volume 30.

Concernant les lots de volume appartenant à la Ville concernés par le projet de bowling, le lot de volume 14 était aménagé, dès la livraison de l'immeuble, en aire de circulation, les lots de volume 17 et 18 (ancien lot de volume 5) en places de stationnement privé. Au fil des années, des places de stationnement ont pu être affectées à du personnel de la Ville ou à du stockage au profit du Centre technique municipal.

Le lot de volume 14 est utilisé exclusivement pour la desserte des places de stationnement des lots de volume 17, 18, 2, 8 et 6 sans usage public. L'accès aux places de stationnement des parkings situés au rez-de-chaussée est totalement privatif et équipé de contrôles d'accès (portes commandées par badges).

Il convient de clarifier la situation juridique des lots 14, 17 et 18 et de les exclure de façon certaine de la domanialité publique afin de permettre la conclusion d'un bail commercial entre la Commune et le porteur de projet SMILE WORLD.

Pour souscrire ce bail commercial avec le porteur de projet, la commune souhaite retrouver l'entière maîtrise du rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier. Ce projet nécessite la réduction des assiettes des baux à construire que la Ville de Bourg-la-Reine avait consentis à la SEM Sceaux Bourg-la-Reine et Hauts-de-Seine Habitat.

L'assiette du bail à construire dont bénéficie la SEM Sceaux Bourg la Reine Habitat sera réduite aux lots de volume 25, 26 et 7. L'indemnité pour la reprise du lot de volume 2 et d'une partie du volume 8 (futurs lots de volume n° 24 et 27) a été évaluée à 510.000 euros.

L'assiette du bail à construire dont bénéficie Hauts-de-Seine Habitat sera réduite aux lots de volume 9, 10 et 23. L'indemnité pour la reprise d'une partie du volume 6 (futur lot de volume 22) a été évaluée à 53.000 euros.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le projet du modificatif à l'EDDV organisant l'ensemble immobilier assis sur les parcelles cadastrées section J n°176, J n°110 et 111, L n°208 à 216, et L n°254p, sises 66 boulevard du Maréchal Joffre/ 6 place de la Gare, tel qu'établi par le cabinet de géomètre GEOSAT en juillet 2024 et mis à jour en mars 2025,
- de constater la désaffectation du domaine public des lots de volume 14, 17 et 18 dépendant de l'ensemble immobilier divisé en lots de volume, assis sur les parcelles cadastrées section J n°176, J n°110 et 111, L n°208 à 216, et L n°254p, sises 66 boulevard du Maréchal Joffre/ 6 place de la Gare,
- de décider le déclassement du domaine public des lots de volume n°14, 17 et 18 tels que définis dans l'EDDV et le projet de son modificatif organisant l'ensemble immobilier assis sur les parcelles cadastrées section J n°176, J n°110 et 111, L n°208 à 216, et L n°254p, sises 66 boulevard du Maréchal Joffre/ 6 place de la Gare,
- de décider de la réduction de l'assiette du bail à construction par la reprise du lot de volume 2 et d'une partie du volume 8 (futurs lots de volume n° 24 et 27) qui avait été consentie à la SEM Sceaux Bourg la Reine Habitat, moyennant le paiement d'une indemnité de 510.000 euros.
- de décider de la réduction de l'assiette du bail à construction par la reprise d'une partie du volume 6 (futur lot de volume 22) qui avait été consentie à Hauts-de-Seine Habitat par un bail à construction, moyennant le paiement d'une indemnité de cinquante-trois mille (53.000) euros.
- d'autoriser M. le Maire à effectuer toutes démarches et à signer, au nom et pour le compte de la commune, l'ensemble des actes et document s'y rapportant, et notamment la résiliation partielle du bail à construction par réduction de son assiette.

MOBILITE

6. Approbation de la convention d'engagement au titre de l'expérimentation « Suivi des usages des aires de livraisons » à conclure avec la Métropole du Grand Paris

La gestion des aires de livraison est un véritable enjeu pour les villes. Cependant ces espaces sont souvent mal utilisés, entraînant des problématiques de congestion et de stationnement sauvage.

La Métropole du Grand Paris lance une expérimentation basée sur une solution numérique s'appuyant sur l'intelligence artificielle qui vise à collecter et analyser des données pour une meilleure régulation des usages des aires de livraison.

Après un appel à candidatures, la Ville de Bourg-la-Reine a été sélectionnée par la Métropole du Grand Paris pour participer à cette expérimentation, qui durera 18 mois à partir de juin 2025.

L'objectif pour la Ville est de mieux appréhender les usages actuels des aires de livraison, identifier les points de friction et mettre en œuvre des solutions adaptées pour optimiser leur gestion et améliorer la logistique urbaine. Ces actions contribueront également à fluidifier le trafic automobile et à réduire les nuisances.

Cette initiative s'inscrit par ailleurs dans une démarche plus large d'innovation urbaine et pourrait servir de modèle pour d'autres communes du Grand Paris.

La Métropole du Grand Paris s'engage à :

Financer et mobiliser un prestataire via un marché public.
Piloter le projet et assurer son suivi juridique et budgétaire.
Former les communes sur l'intelligence artificielle et la logistique urbaine.
Fournir une plateforme numérique pour suivre les indicateurs clés
Livrer plusieurs rapports d'analyse et proposer des pistes d'optimisation.
Assurer la communication sur le projet et valoriser les résultats des communes participantes.

La Ville de Bourg-la-Reine s'engage à :

Désigner un référent projet et mobiliser ses services municipaux concernés.
Participer aux réunions et à la formation dispensée par la Métropole.
Valider les diagnostics préliminaires sur l'état des aires de livraison.
Mettre en œuvre les mesures permettant une mise en place de la solution au maximum fin novembre 2025.
Faciliter l'installation du dispositif (capteurs fournis par la Métropole du Grand Paris via son prestataire, collecte de données, mise à disposition de ressources).
Mettre en œuvre certaines préconisations (redimensionnement des aires, contrôle renforcé...)
Sensibiliser les commerçants et riverains à l'expérimentation.
Intégrer la Métropole du Grand Paris dans ses communications sur le projet.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention d'engagement au titre de l'expérimentation « Suivi des usages des aires de livraison » entre la ville de Bourg-la-Reine et la Métropole du Grand Paris.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que les actes y afférents.

7. Approbation de l'avenant n°4 à la convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la Commune, l'Établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et l'Agence métropolitaine des mobilités partagées (anciennement Syndicat Autolib' Velib' Métropole) dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, de nombreuses collectivités de la région parisienne se sont associées au sein du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, devenu l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, pour permettre à leurs habitants d'accéder à des services de location de vélos en libre-service.

La Ville de Bourg-la-Reine a ainsi conclu, le 13 décembre 2017 avec l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, une convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la Ville et l'Agence en vue de la mise en œuvre du service public Velib' sur le territoire communal.

L'Agence a notifié le 9 mai 2017 un marché public relatif à la location de vélos en libre-service pour une durée d'exploitation de 15 ans (1er janvier 2018 au 31 décembre 2032) à la Société Smovengo.

Actuellement, il existe 1480 stations en service à l'échelle de Paris et de l'Île-de-France, composées de 19 000 vélos, dont 40 % sont des vélos à assistances électriques (VAE). Cette démocratisation de l'usage du vélo en libre-service permet d'atteindre une moyenne de 120 000 trajets quotidiens dont les deux-tiers sont réalisés en VAE.

Sur le territoire de Bourg-la-Reine, trois stations sont actuellement en service :

- Au 55 et 55 bis avenue du Général Leclerc ;
- Place de la Gare ;
- Avenue du Château.

Afin de renforcer l'offre de mobilité durable, la Ville envisage l'installation d'une nouvelle station à l'angle de la rue Le Bouvier et du boulevard Carnot. La mise en place de cette nouvelle station permettra d'améliorer l'accessibilité aux services et lieux d'intérêt de la commune.

Toutefois, préalablement à sa création, il est nécessaire de conclure un avenant à la convention de superposition d'affectations du domaine public avec l'Agence métropolitaine des mobilités partagées, qui sera signé conjointement par l'EPT Vallée Sud Grand Paris et par la Ville de Bourg-la-Reine.

L'EPT Vallée Sud Grand Paris est devenu en effet compétent depuis le 1er avril 2023 pour assurer la gestion de l'ensemble des voies publiques appartenant à la Commune. Dans ce cadre, un avenant n°3 à la convention de superposition d'affectations du domaine public a intégré l'EPT à la convention existante. Ce transfert de compétence implique que l'EPT reprenne l'ensemble des droits et obligations issus de ladite convention.

Toutefois, la convention de superposition d'affectations du domaine public ne se limite pas à cet aspect, puisqu'elle inclut également des dispositions relatives au financement du service public Vélib', compétence qui demeure de la responsabilité de la Ville de Bourg-la-Reine.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'avenant n°4 à la convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la Commune, l'Établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et l'Agence métropolitaine des mobilités partagées (anciennement Syndicat Autolib' Velib' Métropole) dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'.

CITOYENNETE

8. Approbation du projet de convention d'adhésion à la centrale d'achat du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP) à passer entre le SIFUREP et la Commune de Bourg-la-Reine

Syndicat mixte créé en 1905, le SIFUREP a pour missions d'organiser, de gérer et de contrôler le service public funéraire pour les collectivités adhérentes. A l'écoute des évolutions sociales, humaines et culturelles qui influencent l'action publique funéraire et les pratiques professionnelles des acteurs du service funéraire, le SIFUREP exerce ses missions avec le souci constant de répondre aux besoins des familles endeuillées et des communes.

Dans cet objectif, il veille à l'amélioration continue de l'accueil des familles des défunts, à l'accessibilité de tous à un service extérieur des pompes funèbres et à des infrastructures de qualité à un prix maîtrisé. Il accompagne et conseille également les collectivités et leurs services dans l'application des réglementations et dans l'information des administrés sur les services et les équipements funéraires à leur disposition.

Les nouvelles obligations légales dans le domaine funéraire, l'évolution des pratiques et rites funéraires ainsi que les enjeux environnementaux, sociaux et patrimoniaux ont conduit certaines communes à entamer une réflexion globale sur leurs cimetières. La place à leur donner dans un tissu urbain toujours

plus dense, la politique funéraire à développer au regard des coûts d'aménagement ou d'équipements, la gestion à améliorer, questionnent les villes.

Il est rapidement apparu l'intérêt de mutualiser les prestations touchant à la gestion des cimetières afin d'en maîtriser les coûts. Aussi, le comité syndical du SIFUREP en date du 30 juin 2011 a créé une centrale d'achat.

La centrale d'achat propose un ensemble de marchés qui répondent aux besoins de gestion d'un cimetière. Aussi, conformément à l'article L.2113-4 du Code de la Commande Publique, l'acheteur qui recourt à une centrale d'achat, pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qui lui ont été confiées.

79 collectivités ont déjà adhéré à la centrale d'achat. Les marchés lancés par la centrale d'achat traitent des reprises administratives de sépultures, des plans de reprise, de l'informatisation des cimetières et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement des cimetières ainsi que pour la restauration du patrimoine funéraire ou de l'entretien des espaces verts des cimetières.

Des groupes de travail composés de collectivités adhérentes à la centrale d'achat se réunissent régulièrement pour définir les besoins et échanger sur leurs expériences communes.

Pour ce faire, le SIFUREP engage une ou des consultations, mutualisées pour le compte de ses adhérents en fonction des besoins exprimés par les villes. Les marchés étant des accords-cadres à bons de commandes, sans montant minimum, il n'y a pas d'obligation de commander les prestations. Les villes ne sont engagées que par les bons de commandes émis dans le cadre de chaque marché auquel elles choisissent de souscrire.

La mise en place de tels marchés est un exercice complexe. La rédaction des Cahiers des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières, l'analyse des offres, les mises au point des marchés requièrent une expertise technique et juridique funéraire.

Le SIFUREP avec la centrale d'achat apporte aux collectivités adhérentes cette expertise qui permet de tirer le meilleur parti des évolutions techniques, économiques et juridiques, avec pour objectif de répondre aux préoccupations des adhérents concernant : la maîtrise des coûts, l'amélioration du fonctionnement des services des collectivités et le service rendu aux habitants.

Pour adhérer à la centrale d'achat du SIFUREP et pouvoir bénéficier de ses marchés, la commune de Bourg-la-Reine doit s'acquitter d'une part, d'une participation forfaitaire annuelle de 1 062,47 € TTC (tarif 2025) et d'autre part, d'une participation additionnelle de 531,23 € TTC (tarif 2025) par marché souscrit et pour toute la durée de ce dernier.

La centrale d'achat est aussi l'occasion de partager, comparer les expériences et les bonnes pratiques déployées par les différentes collectivités adhérentes.

Cette convention doit être spécifiquement approuvée par le Conseil Municipal qui autorise Monsieur le Maire à la signer.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention d'adhésion à la centrale d'achat à passer entre le SIFUREP et la commune de Bourg-la-Reine,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous les actes et mesures s'y rapportant.

FINANCES

9. Approbation du Compte de Gestion 2024

Le principe de séparation des fonctions entre Ordonnateur et Comptable implique que chacun d'eux tienne une comptabilité distincte lui permettant de décrire et de contrôler les différentes phases des opérations relevant de sa responsabilité.

Le Comptable Public tient la comptabilité de la collectivité intégralement, et en partie double, traduite après la clôture de l'exercice dans le compte de gestion.

L'Ordonnateur tient, pour sa part, une comptabilité purement administrative, présentée dans le cadre du compte administratif.

Après la clôture de l'exercice, le Comptable Public établit un compte de gestion présentant un état des résultats d'exécution. Le compte de gestion est soumis au vote de l'Assemblée Délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion).

Le compte de gestion relatif au Budget Principal a été transmis à la Ville en mars 2025 et comporte les résultats à l'issue de la gestion 2024, tels que présentés en annexe.

Il a ainsi pu être constaté que le Comptable Public avait intégré dans sa comptabilité :

- l'ensemble des actes budgétaires de la Ville (Budget Primitif et décisions modificatives).
- l'ensemble des dépenses et recettes ayant fait l'objet de l'émission de mandats de paiement et de titres de recettes.

En conséquence, le compte de gestion 2024 présenté par le Comptable Public du Service de Gestion Comptable de Fontenay-aux-Roses peut être arrêté.

Ainsi, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'arrêter les comptes du Comptable Public tels que mentionnés dans le Compte de Gestion 2024 pour le Budget Principal,
- de dire que le Compte de Gestion 2024 tel que présenté par le Comptable Public n'appelle ni observation ni réserve,
- d'approuver le Compte de Gestion 2024 présenté par le Comptable Public, comportant les résultats à l'issue de la gestion 2024 tels que figurant en annexe.

10. Approbation du Compte administratif de l'exercice 2024

Le compte administratif retrace les mouvements financiers, en dépenses et recettes, effectivement réalisés par la Ville sur une année civile. Il constitue le dernier acte qui vient clôturer le cycle budgétaire de la Ville.

Le compte administratif 2024 fournit à l'assemblée délibérante des informations permettant :

- de renforcer le débat sur la gestion financière de la Ville, en présentant la structure du budget et l'évolution des grands équilibres financiers,
- de vérifier l'étendue des réalisations intervenues au cours de l'exercice,
- d'expliquer les écarts de réalisation au regard du budget primitif voté le 07 février 2024 et des décisions modificatives votées les 29 avril et 18 décembre 2024.

D'un point de vue comptable, le compte administratif se structure en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections présente un résultat, généralement excédentaire en fonctionnement et un besoin de financement pour la section d'investissement.

Il doit être approuvé par le conseil municipal avant le 30 juin de l'année suivante à laquelle il se rapporte et transmis au représentant de l'État avant le 15 juillet.

La publicité du présent document sera conforme aux obligations définies aux articles L.2313-1 et R.2313-1 et suivants du CGCT relatives à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières.

Pour le vote du compte administratif 2024, Monsieur le Maire devant quitter la séance, il sera procédé à l'élection du Président de séance.

A/ SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'exécution des crédits au titre de l'année 2024 correspond à l'ensemble des mandats de paiement et titres de recettes émis au cours cette même année : les rattachements de charges et de produits ainsi que les restes à réaliser sont donc intégrés.

a) LES DÉPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT : 37 091 k€

<i>en k€</i>	CA 2021	CA 2022	BP total* 2023	CA 2023	BP 2024	BP total* 2024	CA 2024	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
012 FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES	16 588	17 321	17 740	17 738	18 300	18 564	18 561	4,64 %	4,64 %
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	7 129	7 423	8 984	8 759	9 046	9 057	8 746	0,81 %	-0,15 %
011 CHARGES A CARACTERES GENERAL	7 947	9 534	8 432	8 374	8 237	8 294	8 017	-1,64 %	-4,26 %
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	770	897	878	864	898	968	954	10,25 %	10,48 %
66 CHARGES FINANCIERES	523	484	650	650	734	944	807	45,23 %	24,15 %
68 DOTATIONS AUX PROVISIONS	20	0	60	60	20	61	4	1,67 %	-93,33 %
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	30	44	10	5	10	10	2	0,00 %	-61,52 %
022 DEPENSES IMPREVUES DE FONCTIONNEMENT	0	0	0	0	0	0	0		
Total général	33 007	35 703	36 754	36 450	37 245	37 898	37 091	3,11 %	1,76 %

* Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

FONCTIONNEMENT DES SERVICES (chapitre 011) : 8 017 k€

Ces charges, retracées aux comptes de la classe 60 (achats fournitures, fluides), 61 et 62 (prestations de services) et 63 (impôts et taxes), correspondent globalement aux dépenses récurrentes et d'activités hors personnel.

On notera la part prépondérante dévolue à six politiques publiques :

1. le fonctionnement des services de la ville (dont les dépenses relatives à l'informatique et aux services techniques qui ne sont pas affectées à d'autres politiques publiques, les assurances, les ressources humaines, la commande publique, les finances et autres services supports).
2. l'enseignement (écoles maternelles et primaires).
3. le nettoyage, l'entretien des espaces verts, de la vidéoprotection et des espaces publics.
4. les crèches (dépenses des sept crèches municipales).
5. la culture (dont les dépenses de gestion de la médiathèque).
6. le sport et la jeunesse (ce sont principalement les dépenses relatives aux centres de loisirs).

Les dépenses de fonctionnement exécutées au chapitre 011 sont en baisse de 4,26% par rapport à 2023. Elles étaient également en baisse de 12,17% entre 2022 et 2023.

Certains postes de dépenses ont connu des évolutions importantes dont voici l'extrait ci-dessous :

Les dépenses de chauffage au gaz baissent de 50% du fait de la baisse des prix du mégawattheure, qui passe de 72,06 €/MWh en 2023 à 34,07 €/MWh en 2024, suite à l'augmentation des

Nature	Libellé	2021	2022	2023	2024	écart 23- 24 en volume
60612	gaz, électricité	848 037	953 725	1 582 778	1 364 662	-218 116
dont	gaz	266 359	275 879	865 433	429 954	-435 480
	électricité	581 678	677 846	717 345	935 062	217 717
60622	Carburant	40 984	50 000	47 865	49 400	1 535
60623	Alimentation	791 207	887 565	951 906	1 032 410	80 504
60631	Produits d'entretien	76 101	107 328	82 326	49 963	-32 363
6283	Nettoyage des locaux	293 779	281 124	303 508	309 441	5 932
611	Nettoyage voirie	1 037 451	1 231 494	968 587	959 592	-8 994
Total dépenses		3 087 559	3 511 236	3 936 970	3 765 468	-171 502

approvisionnements en gaz naturel liquéfié (GNL) provenant notamment des Etats-Unis et du Qatar.

Les dépenses d'électricité augmentent de 30% du fait de la hausse du prix de l'électricité de 10% décidée par l'Etat en 2024 et de l'abandon du bouclier tarifaire qui permettait à ce dernier de prendre en charge 37% de la facture.

La baisse des dépenses de produits d'entretien du 39% fait suite à la renégociation des tarifs pratiqués par le fournisseur.

FRAIS DE PERSONNEL (chapitre 012) : 18 561 k€

en k€	CA 21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP 23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
621 PERSONNEL EXTERIEUR	172	227	338	208	363	215	215	-40,77 %	3,37 %
641 REMUNERATION TITULAIRES (traitement, NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence)	8 107	8 077	8 740	7 933	9 098	8 272	8 272	-9,08 %	4,27 %
641 REMUNERATIONS NON TITULAIRES	3 244	3 746	3 407	4 177	3 475	4 446	4 446	27,94 %	6,44 %
633 IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS (transport, cotisations FNAL, participation à la formation professionnelle continue, cotisations au centre national de gestion)	455	479	462	503	472	539	539	14,19 %	7,16 %
645 CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE (URSSAF, caisses de retraites, ASSEDIC, Autres organismes sociaux)	4 610	4 792	4 793	4 917	4 892	5 089	5 089	4,03 %	3,50 %
Total général	16 588	17 321	17 740	17 738	18 300	18 561	18 561	1,43 %	4,64 %

* Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Les dépenses 2024 sont en augmentation de 823 k€ par rapport à 2023, soit +4,64%.

Les mesures réglementaires qui ont augmenté la masse salariale en 2024 sont :

- la revalorisation des premières grilles salariales des catégories C et B, (+94k€),
- l'impact de la revalorisation du point d'indice décidée au 1er juillet 2023 sur une année complète 2024 (+312k€),
- l'attribution, au 1^{er} janvier 2024, de 5 points d'indice supplémentaires à l'ensemble des agents (+167k€),
- l'organisation des élections législatives anticipées (+50k€),
- le versement de la prime pouvoir d'achat (+120k€),
- la mise en place du bonus attractivité pour les agents de la petite enfance (+23k€), versé à partir du mois de novembre 2024.

ATTENUATION DE PRODUITS (chapitre 014) : 954 k€

en k€	CA 21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP 23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
REVERSEMENT TAXE DE SEJOUR SGP, Dpt	3	14	16	16	78	60	19	275,00 %	18,75 %
FPIC	460	500	500	500	500	500	493	0,00 %	-1,40 %
REVERSEMENTS STATIONNEMENT	101	202	320	320	320	382	383	19,38 %	19,69 %
REVERSEMENTS, RESTITUTIONS ET PRELEV. DIVERS 7398	0	0	14	0	0	0	0	-100,00 %	
AUTRES REVERSEMENTS DE FISCALITE	148	150	83	0	0	20	53	-75,90 %	
AUTRES RESTIT	58	31	28	28	0	6	6	-78,57 %	-78,57 %
Total général	770	897	961	864	898	968	954	0,73 %	10,42 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

FPIC (fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) : 493 k€

Mis en place en 2012, le FPIC constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal. Le FPIC consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Bien que comptabilisé en dépenses de fonctionnement, le fonds est alimenté par ponction à la source des recettes fiscales de la ville. Bourg-la-Reine est en effet contributrice en raison de son potentiel fiscal et de son revenu moyen par habitant, supérieurs à la moyenne nationale.

Reversement stationnement : 383 k€

La Ville a confié à un délégataire EFFIA la gestion du stationnement sur voirie. Afin de sécuriser les flux financiers entre l'usager et la Ville, une régie de recettes a été constituée et les fonds sont déposés auprès du Trésor Public. A l'issue d'un arrêté des comptes mensuels, la Ville rémunère EFFIA via le reversement d'une partie des recettes collectées conformément à la convention signée entre les deux parties.

Le reversement, en hausse de 19,69% par rapport à 2023, fait suite à l'augmentation des recettes de stationnement.

Autres reversements de fiscalité et restitutions : 59 k€

Il s'agit de régularisations faites par dégrèvements sur la taxe d'habitation.

En 2024, la ville n'est pas prélevée au titre de la dépenalisation du stationnement.

Reversement de la taxe de séjour : 19 k€

Il s'agit du reversement d'une partie des produits de la taxe de séjour au Département et à la Société du Grand Paris. Cette dépense est neutre pour la Ville car payée par l'usager.

AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (chapitre 65) : 8 746 k€

Les dépenses détaillées ici portent sur les subventions de fonctionnement versées à la fois aux associations dont les activités ont un intérêt communal, aux établissements publics ou aux organismes publics intervenant en faveur des agents municipaux, ainsi que les participations obligatoires, les

dépenses réalisées pour le fonctionnement de l'assemblée délibérante et les diverses autres dépenses inscrites au compte 65.

Le montant total des subventions et des participations qui ont ainsi été versées en 2024 s'élève à 8 746 k€ contre 8 760 k€ en 2023, en baisse de 0,15%.

en k €	CA21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP23à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
65561 - CONTRIBUTIONS AU FCCT	5 280	5 453	6 186	6 186	6 632	6 632	6 556	7,21 %	5,98 %
6574 - SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS	934	935	988	958	1 000	1 000	989	1,21 %	3,24 %
657363 - CCAS	321	321	361	323	442	442	442	22,44 %	36,84 %
65311 à 5- FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ELUS	256	261	299	264	267	271	271	-9,36 %	2,65 %
65568 ET 6558- CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT+ AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	207	220	250	247	214	213	222	-14,80 %	-10,12 %
6541CREANCES ETEINTES- 6542 ANV 65888 SOLDE 65	8	83	5	0	10	17	14	240,00 %	
65811 à 8 REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES (depuis 2021)	123	147	226	193	254	254	223	12,39 %	15,81 %
65888 CHARGES DE GESTION COURANTE		3	669	589	227	228	29	-65,92 %	-95,08 %
Total général	7 129	7 423	8 984	8 760	9 046	9 057	8 746	0,81 %	-0,15 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Parmi ces dépenses de gestion courantes figurent des contributions obligatoires dont voici le détail :

en k€	2021	2022	2023	2024
EPT VALLEE SUD - GRAND PARIS	5 280	5 455	6 186	6 556
REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES COLLECTIVITES	26	14	13	5
SIPPEREC - SIFUREP	13	14	0	14
AUTRES REMBOURSEMENTS (SGC, Maximilien, SM autolib)	35	56	56	39
SIGEIF	4	4	4	5
Total général	5 358	5 543	6 259	6 619

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Les contingents et les participations obligatoires s'élèvent à 6 619 k€ contre 6 259 K€ en 2023. Ce poste est composé du FCCT « Fonds de compensation des charges territoriales » du territoire Vallée Sud Grand Paris qui évolue de 6% par rapport à 2023 (année pleine pour le transfert de voirie).

Outre le FCCT, ce poste est également composé des participations aux dépenses des écoles privées (145k€ en 2024 contre 143k€ en 2023), des contributions de la Ville aux frais de scolarité des élèves réginaburgiens scolarisés dans d'autres communes et dont le volume est en baisse par rapport à 2023 (5k€ en 2024 contre 13k€ en 2023) et des contributions aux syndicats intercommunaux (39k€ en 2024).

LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE : 989 k€

Les subventions de fonctionnement aux associations s'élèvent à 989 k€ en 2024, en hausse de 3,24% par rapport à 2023.

SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE : 442 k€

Cette subvention se divise en deux parts :

- le reversement des subventions départementales « coordination gérontologique » pour 22 K€ et « travailleur social » pour 40 k€,

- une subvention d'équilibre de 380K€ versée par la Ville, en hausse de 18% par rapport à 2023.

LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE : 29 k€

Ces autres charges correspondent à des régularisations comptables pour 29 k€.

CHARGES FINANCIÈRES (chapitre 66) : 807 k€

Les charges financières correspondent au remboursement des intérêts de la dette et à la mobilisation de la ligne de trésorerie.

Les intérêts de la dette s'élèvent en 2024 à 807 k€ contre 650 k€ en 2023. Deux événements expliquent cette augmentation. Le premier est lié à l'augmentation des taux d'intérêts qui ont frappé les emprunts à taux variables et qui ont occasionné un surcoût de 120 k€. Le second est lié à une hausse du volume des emprunts du fait des recours déposés contre le permis de construire de COGEDIM, qui ont retardé la cession des terrains de la Faïencerie et a nécessité la souscription d'un emprunt auprès de la Banque des Territoires afin d'achever la construction du groupe scolaire de la Faïencerie (+37 k€).

CHARGES EXCEPTIONNELLES (chapitre 67) : 2 k€

Elles comprennent les titres annulés sur exercices antérieurs pour 2K€

DOTATIONS AUX PROVISIONS (chapitre 68) : 4 k€

La ville constitue chaque année, à la demande du Comptable Public, une provision pour créances douteuses. Le montant communiqué par le comptable public s'élève en 2024 à 4 k€. Il était de 60 k€ en 2023. Cette provision sert à couvrir les créances admises en non-valeur communiquées par la trésorerie.

b) LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT : 43 512 k€

en k€	CA21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
73 IMPOTS ET TAXES	24 552	26 927	27 850	28 543	29 232	29 232	28 764	4,96 %	0,77 %
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	5 678	5 533	5 551	5 723	4 917	5 534	6 102	-0,31 %	6,62 %
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	338	224	0	2 047	0	0	1 597		-21,98 %
70 PRODUITS DES SCES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	3 409	3 516	3 787	3 995	4 021	4 021	4 410	6,18 %	10,39 %
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 305	1 394	1 324	2 207	1 778	1 778	2 396	34,29 %	8,56 %
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	204	196	440	401	190	190	243	-56,82 %	-39,40 %
Total général	35 486	37 790	38 952	42 916	40 138	40 755	43 512	4,63 %	1,39 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

PRODUIT DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES (chapitre 70) : 4 410 k€

Les produits des services correspondent à l'ensemble des prestations dont bénéficient les réginauburgiens que sont la restauration scolaire, la fréquentation des accueils de loisirs, des crèches et des écoles municipales, les classes découvertes, l'occupation du domaine communal, la médiathèque, la culture, le cimetière...

Le produit des services, du domaine et des ventes diverses s'élève à 4 410 k€, en hausse de 10,39% par rapport à 2023.

PRODUITS DE LA FISCALITÉ (chapitre 73) : 28 764 k€

Les recettes fiscales se répartissent budgétairement comme suit :

en k€	CA21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
73111 - TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	19 399	21 776	23 475	23 884	24 440	24 440	24 426	4,11 %	2,27 %
73211 - ATTRIBUTION DE COMPENSATION	2 952	2 963	2 950	2 952	2 950	2 950	2 952	0,00 %	0,00 %
73123 - TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONC	1 744	1 801	1 200	1 312	1 400	1 400	1 107	16,67 %	-15,63 %
73141- TAXE SUR L'ELECTRICITE	320	281	200	282	280	280	237	40,00 %	-15,96 %
73212-DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	121	86	0	85	84	84	0		-100,00 %
731721 - TAXES DE SEJOUR	12	20	25	28	78	78	42	212,00 %	50,00 %
Total général	24 548	26 927	27 850	28 543	29 232	29 232	28 764	4,96 %	0,77 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Les principales recettes fiscales sont :

Taxe foncière : 24 426 k€

La fiscalité directe regroupe le produit de la taxe foncière sur le bâti et sur le non bâti, la taxe d'habitation et la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, le coefficient correcteur ainsi que les allocations compensatrices.

Taxes	Taux votés 2023	Taux votés 2024	Produits 2023	Produits 2024	Evolution 23/24
Taxe foncière bâtie	28,33%	28,33%	13 263 375	13 703 356	3,32%
Taxe foncière non bâtie	15,45%	15,45%	6 456	6 829	5,78%
Taxe d'habitation	22,61%	22,61%	634 784	637 828	0,48%
Majoration de taxe d'habitation	36,18%	36,18%	258 624	272 378	5,32%
Coefficient correcteur TH			9 658 560	9 763 249	1,08%
Allocations compensatrices			62 201	42 360	-31,90%
Total			23 884 000	24 426 000	2,27%

On constate une évolution de +2,27% entre 2023 et 2024 liée à la fois au dynamisme des bases et à une hausse du produit sur les résidences secondaires.

Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) : 1 107 k€

Les droits de mutation sont assis sur le prix des cessions des principaux biens meubles et immeubles et le volume de transactions réalisées. Les recettes des droits de mutation dépendent donc du nombre de transactions et des prix de l'immobilier. Ces revenus sont caractérisés par leur irrégularité et leur impact financier, compte tenu de la situation économique du département. Pour rappel, le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement est fixé à 3,80 % (article 1594 D du CGI) dont 1,20 % pour la commune (articles 1584 et 1595 bis du CGI).

On constate une baisse des produits de ces taxes de 15,63 % entre 2023 et 2024.

Attribution de compensation : 2 952K€

L'attribution de compensation correspond au produit de la fiscalité économique perçu par la commune en 2015. Elle est majorée de la dotation de compensation de la part salaires et peut être minorée par le montant des charges transférées à la MGP. Cette compensation est stable depuis 3 ans.

Taxe de séjour : 42 k€

Cette taxe est mise à la charge de l'occupant et est collectée par le service hôtelier (Ibis Style) au moment du paiement de la prestation de location mais aussi de la part des plateformes de réservations. Cette taxe est reversée au département, la société du Grand Paris et à l'office du tourisme. Le montant de la taxe est en hausse de 50% par rapport à 2023.

Taxe sur la consommation finale d'électricité 237 k€

Cette taxe est assise sur la quantité d'électricité consommée par les usagers. Elle est collectée par les fournisseurs d'électricité et reversée en partie à la Ville. Le montant de la taxe est en baisse de 15,96% par rapport à 2023.

DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (chapitre 74) : 6 102 k€

Ces dotations sont principalement constituées de la dotation forfaitaire, des subventions du conseil départemental ainsi que des participations CAF. Ces recettes se répartissent de la manière suivante :

en k€	CA21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
747888- AUTRES ORGANISMES - CAF	1 438	1 675	1 682	1 890	1 549	1 549	2 154	-7,91 %	13,97 %
74111 - DOTATION FORFAITAIRE	1 978	1 896	1 884	1 884	1 880	1 880	1 885	-0,21 %	0,05 %
7473 - DEPARTEMENTS	1 911	1 325	1 593	1 387	976	1 594	1 565	0,06 %	12,83 %
74718 - AUTRES	158	344	134	214	149	148	212	10,45 %	-0,93 %
74836 - ATTRIB.FONDS DEPARTEMENT.DE TAXE PROF.	93	93	76	93	93	93	71	22,37 %	-23,66 %
744-FCTVA DEP FONCT	49	69	72	72	70	70	33	-2,78 %	-54,17 %
74748 - AUTRES COMMUNES	8	0	10	5	15	15	53	50,00 %	960,00 %
74741 - COMMUNES MEMBRES DU GFP	11	0	10	7	7	7	31	-30,00 %	376,92 %
74833 - ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXES FONCIERES	31	12	13	13	13	13	24	0,00 %	84,62 %
7484 - DOTATION DE RECENSEMENT	0	4	4	4	4	4	4	0,00 %	0,00 %
7482 - COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITIONNELLE	1	1	0	1	0	0	0		-100,00 %
7461-D.G.D	0	90	46	94	93	93	0		-100,00 %
74888 - AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	0	0	0	33	40	40	40		21,21 %
748388 - AUTRES ATTRIBUTIONS DE PEREQUATION ET DE COMPENS.	0	24	27	27	28	28	30	3,70 %	11,11 %
Total général	5 678	5 533	5 551	5 723	4 917	5 534	6 102	-0,31 %	6,62 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Les dotations et participations sont en hausse de +6,62% entre 2023 et 2024.

La hausse des subventions CAF de 13,97% fait suite au versement du solde 2023 de la subvention de fonctionnement de la crèche Rosiers.

Les subventions du département sont en hausse de 12,83 %. Elles correspondent à la partie fonctionnement du contrat de développement département ville et au solde positif des exercices comptables 2022 et 2023 de la municipalisation.

L'enveloppe de la Dotation Globale de Fonctionnement reste stable autour de 1 885 k€.

AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (chapitre 75) : 2 396 k€

Ce chapitre intègre des produits de gestion courante correspondant à des loyers et redevances.

en k€	CA21	CA 22	BP total* 23	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
LOGEMENT - PARC PRIVE DE LA VILLE	683	641	694	638	686	686	748	-1,15 %	17,24 %
AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	362	360	630	733	560	560	804	-11,11 %	9,75 %
SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	17	53	38	582	273	273	580	618,42 %	-0,34 %
ACTION ECONOMIQUE - MARCHÉ	243	342	292	254	260	260	264	-10,96 %	3,94 %
Total général	1 305	1 396	1 654	2 207	1 779	1 779	2 396	7,56 %	8,59 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Le poste aménagement et service urbain, environnement comprend principalement les recettes issues de la DSP stationnement (560 k€) en hausse de 34% par rapport à 2023. Le reste des recettes correspond aux droits de voirie.

Le poste Logement – parc privé de la Ville comprend les produits des locations des espaces municipaux (Stop&Work 156 k€), les loyers des logements privés, des salles municipales et des cellules commerciales de la Ville 592 k€.

Le poste action économique – marché porte sur la redevance de la DSP marché (264 k€).

PRODUITS EXCEPTIONNELS (chapitre 77) : 1 597 k€

Les recettes exceptionnelles portent sur la vente de matériels et mobiliers sur agorastore ainsi qu'une opération de cession immobilière du 17 Leclerc.

ATTENUATIONS DE CHARGES (chapitre 013) : 243 k€

Les recettes dans ce chapitre correspondent :

- aux remboursements sur rémunération du personnel (contrat d'insertion, indemnités journalières et l'assurance)
- aux remboursements des charges sur les détachements et remboursements CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales)

en k €	CA21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP 23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
6459 - REMBOURSEMENTS / CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE	166	163	159	174	160	160	217	0,63 %	24,71 %
6419 - REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	38	33	280	227	30	30	26	-89,29 %	-88,55 %
Total général	204	196	439	401	190	190	243	-56,72 %	-39,40 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

B/ SECTION D'INVESTISSEMENT

a) LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT : 22 614 k€

Les dépenses réelles : (chapitre 16 - 20 - 204 - 21 – 23 – 26 - 27) :

- Emprunt et dettes

EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES (chapitre 16) : 2 648 k€

en k €	CA 21	CA 22	BP total* 2023	CA 23	BP 2024	BP total* 2024	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Évolution CA23 à CA24 en %
1641 – Emprunt bancaire	2544	2 550	2646	2 550	2700	2700	2 624	2,04 %	2,90 %
16818 - Emprunt CAF	24	24	24	24	24	24	24	0,00 %	1,11 %
Total général	2 568	2 574	2 670	2 574	2 724	2 724	2 648	2,02 %	2,89 %

Ce montant comprend principalement l'amortissement du capital de la dette, qui s'élève à 2 624 k€ et le remboursement d'un prêt de la Caisse d'Allocations Familiales pour 24 k€.

- Les dépenses d'intervention :

Elles comprennent les dépenses relatives aux chapitres 20, 204, 21, 23, 26 et 27.

Ces dépenses d'intervention sont composées des dépenses d'équipement brut d'un montant total de 19 858 k€.

ÉTUDES (chapitre 20) : 314 k€

Les crédits ont été nécessaires pour financer des prestations informatiques 43 k€, la reprise d'un droit de bail 120 k€, les études sur les bâtiments 40 k€, à l'aménagement de l'espace public 111 k€.

SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT (chapitre 204) : 0 k€

Les montants correspondent principalement à la subvention accordée aux bailleurs sociaux dans le cadre de projets de construction de logements sociaux.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (chapitre 21) : 4 047 k€

en k€	CA 21	CA 22	BP total* 23	CA 23	BP 24	BP total* 24	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
LOGEMENT - PARC PRIVE DE LA VILLE	34	92	2 194	2 093	1 728	1 755	1 632	-20,01 %	-22,03 %
AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	2 035	1 005	903	559	875	1 556	695	72,31 %	24,33 %
SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	728	919	1 731	612	1 499	1 424	887	-17,74 %	44,93 %
SPORTS ET CENTRES DE LOISIRS	243	40	289	156	261	378	170	30,80 %	8,97 %
CULTURE - MEDIATHEQUE	256	131	121	52	174	197	61	62,81 %	17,31 %
ENSEIGNEMENT - FORMATION	179	240	391	164	194	498	385	27,37 %	134,76 %
FAMILLE - CRECHES	97	207	202	144	246	291	134	44,06 %	-6,94 %
SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	6	3	8	6	20	21	16	162,50 %	166,67 %
INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	13	18	22	18	56	98	60	345,45 %	233,33 %
ACTION ECONOMIQUE - MARCHÉ	15	1	186	1	0	7	7	-96,24 %	483,33 %
Total général	3 606	2 656	6 047	3 805	5 053	6 225	4 047	2,94 %	6,35 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

TRAVAUX (chapitre 23) : 15 491 k€

en k€	CA 21	CA 22	BP total* 23	CA 23	BP 2023	BP total* 24	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT VOIRIE 845	2 782	445	147	38	305	23	17	-84,35 %	-55,26 %
CAEL – VILLA SAINT CYR 311	1 406	747	1 536	1 396	0	287	265	-81,32 %	-81,02 %
SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES-020	47	118	50	264	349	13	13	-74,00 %	-95,08 %
ENSEIGNEMENT – FORMATION 510	0	4	3 858	2 669	16 486	15 998	14 304	314,67 %	435,93 %
FAMILLE CRECHES	118	127	29	29	0	0	0	-100,00 %	-100,00 %
SPORTS ET CENTRES DE LOISIRS 321	17	2 866	7 459	7 887	513	1 420	892	-80,96 %	-88,69 %
Total général	4 370	4 307	13 079	12 283	17 653	17 741	15 491	35,64 %	26,12 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Les travaux portent principalement sur :

- la construction du complexe sportif des Bas Coquarts 892 k€ (SPORTS ET CENTRES DE LOISIRS),
- le campus de l'enfance 14 304 k€ (ENSEIGNEMENT – FORMATION)
- l'aménagement de la villa Saint Cyr et le CAEL 265 k€ (CAEL – VILLA SAINT CYR)

AUTRES DEPENSES (chapitres 26, 27 et 10) : 114 k€

Le montant inscrit au chapitre 26 correspond à une participation, à hauteur de 100 k€, au capital de la SPL GEOSUD qui sera en charge du déploiement de la géothermie sur les communes de Fontenay-aux-Roses, Sceaux et Bourg-la-Reine,

Le montant inscrit au chapitre 27 correspond à une opération de régularisation comptable permettant de finaliser l'acquisition d'un fonds de commerce sis 83bis avenue du général Leclerc 6 k€,

Le montant inscrit au chapitre 10 correspond à des remboursements de trop perçu de taxe

d'aménagement pour 8K€

b) LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT : 18 952 k€

Les recettes réelles (chapitres 10 - 13 - 16- 23 - 27 – 77 (775)). Elles comprennent :

DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES (Chapitre 10) : 4 726 k€

<i>en k €</i>	CA 21	CA 22	BP total* 23	CA 23	BP 2024	BP total* 24	CA 24	Évolution BP23 à BP24 en %	Exécution CA23 à CA24 en %
1068 - EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	2 797	1 299	562	562	0	2318	2 318	312,46 %	312,46 %
10222 - F.C.T.V.A.	1 089	1 077	1110	1 155	2200	2200	2 360	98,20 %	104,33 %
10226 - TAXE D'AMENAG. ET VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE	200	255	196	249	164	164	48	-16,33 %	-80,72 %
Total général	4 086	2 631	1 868	1 966	2 364	4 682	4 726	150,64 %	140,39 %

(*) Budget total : budget primitif + décisions modificatives + virements de crédits

Le FCTVA : 2 360 k€

Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), calculé sur la base des dépenses d'investissement 2023, s'élève à 2 360 k€ contre 1 155 k€.

Taxe locale d'équipement et taxe d'aménagement : 48 k€

Depuis le 1^{er} septembre 2022, le recouvrement de la taxe d'aménagement intervient à l'achèvement des travaux de construction et non plus à la délivrance du permis de construire.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (Chapitre 13) : 5 663 k€

Le développement d'une ingénierie financière axée autour de la recherche active de subventions permet de financer des projets structurants pour la Ville sans alourdir la fiscalité des ménages.

<i>en k €</i>	CA 21	CA 22	CA 23	CA 24	Total des subventions perçues entre 21 et 24
Subventions perçues	1 154	3 979	6551	5663	17 347

La Ville a perçu en 2024 le soutien financier de ses divers partenaires pour la réalisation d'équipements et de travaux à hauteur de 5 663 k€.

Financier et objet	Somme
ASS SYNDICALE COPROPRIETAIRES	24
PARTICIPATION AUX TRAVAUX RESEAU TELECOM	24
AGENCE NATIONALE DU SPORT GIP	100
EXTENSION COMPLEXE SPORTIF BAS COQUARTS	100
CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES 92	27
CONSTRUCTION CAEL MATERIEL ET MOBILIER	27
CONSEIL DEPARTEMENTAL HAUTS DE SEINE	3 088
ECOQUARTIER FAIENCERIE CDV 2023-2025	3 088
METROPOLE DU GRAND PARIS	581
TRAVAUX REPUBLIQUE	97
ECOQUARTIER FAIENCERIE	445
TRAVAUX VILLA SAINT-CYR	39
PREFECTURE DES HAUTS DE SEINE	85
AMENDES DE POLICE	85
REGION ILE DE FRANCE	1 536
ECOQUARTIER FAIENCERIE	1 536
SIPPEREC	13
TRAVAUX RESEAUX ET VOIRIE	13
SIGEIF	12
TRAVAUX RESEAUX ET VOIRIE	12
AGENCE DE L'EAU	197
ECOQUARTIER FAIENCERIE	197
Total général	5 663

EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES (chapitre 16) : 8 563 K€

Les recettes inscrites au compte 16 correspondent :

- au tirage d'un emprunt de 1M€ sur un total de 2M€ souscrit auprès de la Banque Postale en 2023,
- au tirage d'un emprunt de 7,5M€ sur un total de 10M€ souscrit auprès de Banque des Territoire,
- un emprunt CAF sans intérêts de 54 k€ dans le cadre des travaux du CAEL,
- versements de dépôts de garantie des loyers 6 k€.

AUTRES RECETTES (775)

Le montant des cessions s'élève à 1 573 k€. Celles ci-correspondent à la vente du 17 Leclerc pour 1 567 k€ et pour le solde à la vente de matériel des services techniques sur Agorastore.

C/ LES MOUVEMENTS D'ORDRE

<i>en milliers €</i>	CA 21	CA 22	CA 23	CA 24
Recettes de fonctionnement	379	379	446	422
Dépenses de fonctionnement	2 687	2 687	4 617	3 992
Solde fonctionnement (a)	-2 308	-2 308	-4 171	-3 570
Recettes d'investissement	2 911	2 911	4 985	4 353
Dépenses d'investissement	603	603	814	783
Solde investissement (b)	2 308	2 308	4 171	3 570

Les opérations d'ordre étant toujours équilibrées, elles ne modifient pas le résultat global du compte administratif mais les résultats respectifs des deux sections du budget.

D/ LES RESTES A REALISER

Les restes à réaliser 2024 à reporter sur le budget 2025 se répartissent comme suit :

Chap/Art.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées en k€	Titres restant à émettre en k€
	SECTION D'INVESTISSEMENT	3965	8117
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		5617
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		2500
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	110	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1235	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2620	

E/ LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le Compte Administratif 2024 de la Ville de Bourg-la-Reine présente un résultat excédentaire de la section de fonctionnement de 2 886 402,01 €.

La section d'investissement présente un résultat déficitaire de – 2 029 548,81 €, qui reste cependant couvert par l'excédent des restes à recouvrer de 4 075 328,73 € (subventions à percevoir). Le besoin de financement de la section d'investissement est donc entièrement financé par les restes à recouvrer.

Par conséquent, le résultat de la section de fonctionnement de 2 886 402,01€ sera ventilé comme suit :

- 2 817 402,01 € en réserve du compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé »
- 69 000 € au compte R002 « Excédent de fonctionnement reporté »

F/ L'ENCOURS DE DETTE AU 31 DECEMBRE 2024

Au 31 décembre 2024, l'encours de la dette s'établit à 35,4 k€, en hausse par rapport à 2023 (29,5 k€ en 2023).

La dette est constituée de 19 emprunts auprès de 7 organismes.

Banque	Encours	Nombre de produits en vie	Poids
Caisse des Dépôts et Consignations	9 301 510,17 €	2	26,27%
Crédit Agricole de Paris et d'Ile-de-France	8 410 302,52 €	4	23,76%
La banque postale	6 522 500,00 €	4	18,42%
Caisse d'Epargne Ile de France	6 055 892,10 €	4	17,11%
Société de Financement Local	4 451 540,23 €	2	12,57%
Crédit Foncier	400 000,00 €	1	1,13%
Caisse d'Allocations Familiales	262 426,00 €	2	0,74%
Total	35 404 171,02 €	19	100,00%

La capacité de désendettement d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI à fiscalité propre correspond au rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé.

Ainsi, la capacité de désendettement d'une collectivité ou d'un groupement mesure le nombre d'années qu'il lui faudrait pour rembourser la totalité des emprunts qu'elle a contractés si son autofinancement était intégralement consacré à ce remboursement.

Cette capacité de désendettement est donc un indicateur de la solvabilité financière d'une collectivité. Le plafond national de référence défini à l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques a été fixé à 12 années pour les communes.

Pour l'exercice 2024, la capacité de désendettement de la ville est de 7,27 années.

En K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Encours au 31/12	29 352	28 299	27 720	28 684	28 072	29 498	35 404
Capacité d'autofinancement = CAF	3 238	3 404	3 213	2 528	2 088	4 420	4 870
Capacité de désendettement en année	9,07	8,31	8,63	11,35	13,44	6,67	7,27

Ainsi, il est proposé au Conseil d'approuver le compte administratif 2024 de la Ville tel que développé ci-dessus.

11. Approbation de l'affectation des résultats de l'exercice 2024 au Budget Primitif 2025

En application de l'instruction budgétaire et comptable M57, après approbation du Compte Administratif, le Conseil Municipal doit affecter le résultat de fonctionnement du Budget Principal de la Ville de Bourg-la-Reine.

Le Compte Administratif 2024 de la Ville de Bourg-la-Reine présente un résultat excédentaire de la section de fonctionnement de 2 886 402,01 €.

La section d'investissement présente un résultat déficitaire de – 2 029 548,81 €, qui reste cependant couvert par l'excédent des restes à recouvrer de 4 075 328,73 € (subventions à percevoir). Le besoin de financement de la section d'investissement est donc entièrement financé par les restes à recouvrer.

Le résultat de la section de fonctionnement doit être affecté par ordre de priorité :

- 1) à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur ;
- 2) à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement ;
- 3) et pour le solde : soit en excédent de fonctionnement reporté, soit en réserves d'investissement.

Ainsi, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver l'affectation du résultat de la section de fonctionnement de 2 886 402,01€ comme suit :

- 2 817 402,01 € en réserve du compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé »
- 69 000 € au compte R002 « Excédent de fonctionnement reporté »

12. Approbation du budget supplémentaire au Budget Primitif 2025

Le budget supplémentaire est présenté conformément aux dispositions de l'article L1612-11 du code général des collectivités territoriales. Il a pour objectif de compléter les prévisions inscrites au budget primitif, en y intégrant le résultat de l'exercice précédent, et d'inscrire les nouveaux besoins qui peuvent apparaître au cours de l'année et qui nécessitent l'inscription de crédits budgétaires complémentaires.

Ce budget supplémentaire 2025 porte donc sur :

- 1) Des opérations comptables qui vont affecter les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement pour un montant total de 116 000 €.
- 2) Des opérations comptables qui vont affecter les dépenses et les recettes de la section d'investissement pour un montant total de 10 934 121 €.

A/ SECTION DE FONCTIONNEMENT

A1a) LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT : 116 000 € (Chapitre 65)

+116 000 € pour le paiement de la contribution AUTOLIB à l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées, anciennement Syndicat Autolib Vélib Métropole, dans le cadre du contentieux qui l'oppose au groupe Bolloré.

A1b) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 116 000 € (Chapitres 731, 75 et 002)

- - 253 000 € qui correspond au prélèvement que l'Etat va opérer sur la fiscalité, au titre du Dispositif de Lissage Conjoncturel des Recettes Fiscales des Collectivités (DILICO).
- + 300 000 € qui correspond au remboursement, par l'assureur, des dépenses engagées par la Ville pour la remise en état de la salle de l'Agoreine.

➤ +69 000 € qui correspond à la part du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 qui sera affecté à la section de fonctionnement de l'exercice 2025.

La section de fonctionnement est équilibrée.

B/ SECTION D'INVESTISSEMENT

B1a) LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT : 10 934 121 € (Chapitres 001 et 23)

+2 029 548,81 € qui correspond au déficit 2024 de la section d'investissement à reporter sur l'exercice 2025.

- + 360 000 € de dépenses liées à l'aménagement et au verdissement place Condorcet.
- + 300 000 € de dépenses pour la remise en état de la salle de l'Agoreine.
- + 4 203 181,93 € de dépenses de construction du groupe scolaire de la Faïencerie.
- + 4 041 390,26 € qui correspond aux crédits en dépenses d'investissement, de l'exercice 2024 reportés sur l'exercice 2025.

B1b) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 10 934 121 € (Chapitre 1068 et reports de crédits)

➤ + 2 817 402,01 € qui correspond à la part du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 qui sera affecté à la section d'investissement de l'exercice 2025.

➤ + 8 116 718,99 € qui correspond aux crédits en recettes d'investissement, de l'exercice 2024 reportés sur l'exercice 2025.

La section d'investissement est équilibrée.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le budget supplémentaire au budget primitif 2025 de la Ville conformément à la balance annexée.

13. Approbation de l'avenant n°3 au Contrat de Développement Départemental-Ville de Bourg-la-Reine (CDDV) 2023-2025

Le Département est un acteur majeur de l'amélioration de la qualité de la vie de ses habitants. Il remplit cette mission à travers les programmes d'investissement et les politiques d'animation, de valorisation et de soutien à son territoire qu'il réalise directement dans le champ de ses compétences.

Au-delà de ces actions sectorielles, le Département entend également apporter une réponse aux besoins des Hauts-séquanais en accompagnant au quotidien les 36 Communes des Hauts-de-Seine dans des domaines qui conditionnent fortement la qualité du cadre de vie et l'attractivité de son territoire.

Comme l'ensemble des autres Communes des Hauts-de-Seine, le territoire de Bourg-la-Reine bénéficie pleinement de ces politiques.

Contexte :

A cet effet, le Département et la Ville ont conclu, en 2023, un 2e contrat pluriannuel de développement d'une durée de trois ans comportant une programmation d'investissement et de fonctionnement.

Ce contrat mentionnait 4 opérations de fonctionnement d'un montant de subvention de fonctionnement de 871 662 €, soit le montant annuel de 290 554 € pour les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant, les activités culturelles, les activités sportives, la coordination gérontologique.

Un avenant 1 a été approuvé par le Conseil municipal le 3 juillet 2024 portant sur un ajustement de de la programmation d'investissement.

Le contrat de développement constitue également le support juridique au soutien départemental en matière de politique de la ville. La réforme de la géographie prioritaire pour la période 2024-2030 intervenue suite à la publication du décret du 28 décembre 2023 est caractérisée par l'entrée en politique de la ville du quartier intercommunal des Blagis (Bagneux, Bourg-la-Reine, Fontenay-aux-Roses et Sceaux).

Un avenant 2 a ainsi été approuvé par une délibération du Conseil municipal du 14 octobre 2024 pour des crédits au titre de la politique de la ville d'un montant total de 24 922 € pour les années 2024 et 2025.

L'avenant 3 porte sur l'intégration de nouvelles actions dédiées à la prévention de la délinquance pour un montant de 25 000 euros à partir de l'année 2025.

Il suspend le mécanisme de révision annuelle des enveloppes de subventions de fonctionnement en fonction de l'inflation à partir de l'année 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- la modification de la programmation de fonctionnement 2023/2025 en y incluant les actions de fonctionnement au titre de la prévention de la délinquance
- la suspension du mécanisme de révision annuelle
- les termes de l'avenant 3 au contrat de développement Département - Ville de Bourg-la-Reine 2023-2025

14. Approbation d'un avenant n°2 à la promesse de vente d'une emprise d'une superficie de l'ordre de 4.851 m² à détacher de la parcelle cadastrée section I n°139 sise 47 avenue du Général Leclerc / 20 rue Jean-Roger Thorelle au bénéfice de COGEDIM PARIS METROPOLE, pour la réalisation d'un programme mixte de logements, parkings et activité

La Ville de Bourg-la-Reine a conclu une promesse de vente d'une emprise de 4.851 m² à détacher de la parcelle cadastrée section I n°139 appartenant à la Commune, sise 47 avenue du Général Leclerc / 20 rue Jean-Roger Thorelle, le 12 juillet 2022, au prix de base de 13.500.000 euros au bénéfice de COGEDIM PARIS METROPOLE ou par substitution d'une société dépendant du groupe ALTAREA et contrôlée majoritairement par celui-ci.

Le ralentissement brutal du marché immobilier depuis 2022 a affecté le volume des ventes et les prix de vente au m² des opérations immobilières sur le territoire national.

La promesse de vente conclue le 12 juillet 2022 prévoyait, en condition suspensive au bénéfice de l'acquéreur, d'obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation des logements en bail réel solidaire par Habitat et Humanisme. Mais la montée des taux du livret A ne permettait plus de garantir les équilibres financiers et a conduit Habitat et Humanisme à renoncer à la signature du bail réel solidaire.

La Ville et la société « COGEDIM PARIS METROPOLE » se sont donc rapprochées pour établir une nouvelle programmation permettant la réalisation de logements.

La nouvelle programmation s'établirait désormais comme suit :

- Logements Locatifs Sociaux avec SEQENS : 3 465 m² de surface de plancher, soit 60 logements, ainsi que 8 Logements Locatifs Intermédiaires pour 434 m² de surface de plancher ;
- Logements Locatifs Intermédiaires avec In'li : 659 m² de surface de plancher, soit 108 logements ;
- Logements en accession libre : 1 105 m² de surface de plancher, soit 24 logements ;
- Commerces/activités : 616 m² de surface de plancher ;

Sur la base d'une constructibilité globale de 12 108 m² de surface de plancher, COGEDIM PARIS METROPOLE propose une révision du prix de cession du « foncier global » sur l'ensemble des emprises à 19 618 000 € HT.

Le prix de cession devant revenir à la Ville serait fixé à la somme de 12.500.000 euros (DOUZE MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS). Le prix de vente versé à la Commune tiendra compte du prix de cession définitivement arrêté par l'EPFIF, en application de la règle suivante :
19 618 000 € HT — prix de cession arrêté de l'EPFIF = prix de vente de la Commune. A ce jour, le prix de vente hors taxes dû à l'EPFIF est estimé à 7.118.000 €.

Le projet de COGEDIM PARIS METROPOLE s'inscrit dans la démarche de l'EcoQuartier initié par la Commune. Il contribuera à l'augmentation de l'offre de logements et à la mixité sociale sur la commune, dans le cadre des objectifs du programme local de l'habitat communautaire et de ceux de la ville en matière de logement. Il permettra de favoriser la diversité sociale.

Il serait donc opportun d'accepter l'offre de la société COGEDIM PARIS.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la conclusion d'un avenant n°2 à la promesse de vente conclue le 12 juillet 2022 portant sur la vente d'une emprise d'environ 4.851 m² à détacher de la parcelle appartenant à la Commune section I n°139 et figurant sous les lots B et C au plan de division établi par le Cabinet GEOSAT au prix de 12.500.000 euros (DOUZE MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS) au bénéfice de COGEDIM PARIS METROPOLE ou par substitution d'une société dépendant du groupe ALTAREA et contrôlée majoritairement par celui-ci.
- dire que ce prix est décomposé et sera versé de la manière suivante :
 - Un montant de 700 000 € TTC EN DATION représentant 40 places de stationnement souterrain à remettre à la Commune ;
 - Un montant de 11 800 000 € EN NUMÉRAIRE, montant définitivement déterminé selon les modalités fixées aux articles 3 et 4.
- dire que le prix de vente définitif versé à la Commune tiendra compte du prix de cession définitivement arrêté par l'EPFIF, en application de la règle suivante :
19 618 000 € HT — prix de cession arrêté de l'EPFIF = prix de vente de la Commune.
- dire que le montant en numéraire sera versé selon l'échéancier suivant :
 - 66,60 % du prix de vente définitif versé le jour de l'acquisition
 - 33,40 % du prix de vente définitif versé le 15 janvier 2026. Ce versement fera garanti par une garantie COGEDIM ou ALTAREA
- dire qu'une clause de complément de prix pour les 24 lots en accession libre sera insérée dans l'avenant à la promesse de vente et qu'elle prévoira qu'en cas de prix de vente moyen supérieur à 7 900 € TTC/m² SHAB parking inclus pour l'accession libre, COGEDIM PARIS METROPOLE versera un complément de prix de 50% du chiffre d'affaires HT complémentaire par rapport au prix prévisionnel de 7 900 € TTC / m² SHAB parking inclus.
- préciser que la présente délibération annule les dispositions relatives au prix de vente des articles 2, 5, 6, 7 et 8 de la délibération du conseil municipal n° 20062022/001 du 20 juin 2022 approuvant le projet de la promesse de vente d'une emprise d'une superficie de l'ordre de 4.851 m² à détacher de la parcelle cadastrée section I n°139 sise 47 avenue du Général Leclerc / 20 rue Jean-Roger Thorelle, au bénéfice de COGEDIM PARIS METROPOLE, pour la réalisation d'un programme mixte de logements, parkings et activité, et autorisation donnée à COGEDIM PARIS METROPOLE ou son mandataire de déposer une demande de permis de construire sur cette emprise.
- autoriser M. le Maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, l'ensemble des actes afférents à cette cession, notamment l'avenant de la promesse de cession à venir, à en fixer les délais et conditions suspensives notamment celles relatives à la désaffectation et au déclassement ainsi que, le moment venu, à signer l'acte de vente définitif.

15. Approbation de l'exonération de 50% de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour une durée de trois ans, pour les logements achevés depuis plus de dix ans qui ont fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie

Le Conseil Municipal, dans sa délibération du 27 septembre 2023, a approuvé l'exonération de 50% de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour une durée de trois ans, pour les logements achevés avant le 1er janvier 1989 et qui ont fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie.

L'objectif de cette mesure est d'insuffler une dynamique de développement durable dans la Ville en accompagnant les propriétaires dans les efforts de rénovation énergétique de leurs logements anciens,

L'article 143 de la loi de finances pour 2024 a modifié l'article 1383-0 B du Code Général des Impôts, qui constitue l'élément fondateur de cette exonération, en élargissant l'exonération aux "logements (...) achevés depuis plus de dix ans au 1er janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable" et non plus seulement aux "logements achevés avant le 1er janvier 1989".

Par conséquent, les délibérations prises en application de l'article 1383-0 B du Code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2024 cessent de produire leurs effets à compter du 1er janvier 2025.

La Ville de Bourg-la-Reine a pris une délibération en date du 12 février 2025 afin de pérenniser cette exonération.

Dans un mail adressé le 27 mars 2025, la Préfecture des Hauts-de-Seine a notifié le rejet de cette délibération au motif qu'elle prévoit dans son article 3 un plafond de dépenses à atteindre de 10 000€ net de subventions au cours de l'année ou 15 000€ net de subventions au cours des 3 années qui précèdent l'année d'application de l'exonération et que cet article 3 de la délibération modifie l'article 1383-0 B du Code général des impôts.

Il convient donc de supprimer l'article 3 de la délibération du 12 février 2025 afin de pérenniser cette exonération.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'exonération de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour une durée de trois ans, des logements achevés depuis plus de dix ans qui ont fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie.
- de fixer le taux d'exonération à 50 % de la part communale.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

16. Approbation de l'actualisation des droits de place du marché aux comestibles

Conformément à l'article 27 du traité de concession de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien du marché aux comestibles de la Ville en date du 12 février 2018, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018, il est proposé d'actualiser les tarifs du marché d'approvisionnement de la Ville de Bourg-la-Reine, à compter de l'entrée en vigueur de la délibération du Conseil municipal afférente.

Dans le cadre de l'actualisation annuelle des tarifs des droits de place du marché, la société Mandon nous a transmis le calcul du coefficient K, selon la formule contractuelle, le 7 février 2025.

Cette formule implique une augmentation de 21,80% sur les tarifs d'origine de l'année 2018.

Pour mémoire, la formule est :

$$K = 0,10 + (0,30 (BT01/BT010) + 0,3 (S/S0) + 0,3 (I/I0))$$

I : indice des prix à la consommation – ensemble des ménages

S : indice des salaires, revenus et charges sociales

BT01 : index du bâtiment

I0, S0 et BT010 sont les valeurs connues à la signature du contrat.

Suite à la commission consultative du marché du 26 mars dernier et après négociation entre la Commune et la société Mandon, l'augmentation globale est d'environ 1 % par rapport à l'année précédente car elle prend en compte les redevances fluides, déchets et animation qui ont vocation à être fluctuant sans devoir être indexés au coefficient K.

La grille des tarifs actualisés se présente comme suit :

	Tarif 2023/2024	Tarif 2024/2025	Tarif 2025/2026
Marché du mercredi et du samedi			
Places découvertes			
Le mètre linéaire de façade marchande, sur allée principale, transversale, pour une profondeur maximale de 2m			
<i>pour chacun des 8 premiers mètres</i>	0,75 €	0,78	0,80
<i>pour chaque mètre supplémentaire</i>	1,17 €	1,22	1,24
Place couverte de 2m de façade et 2m de profondeur			
la 1ere	2,73 €	2,84	2,90
la 2eme	3,24 €	3,37	3,44
la 3eme	4,01 €	4,18	4,27
la 4eme	5,12 €	5,33	5,45
chacune des suivantes	7,04€	7,33	7,49
Places formant encoignure			
supplément	2,25 €	2,34	2,39
Commerçants non abonnés			
supplément par mètre linéaire de façade marchande couvert ou non	0,84 €	0,88	0,90
Matériel supplémentaire			
tables ou retour, l'unité	1,04 €	1,09	1,11
tréteau, l'unité	0,42 €	0,44	0,45
Droit de stationnement et déchargement			
par véhicule jusqu'à 2T en charge	1,40 €	1,46	1,49
par véhicule de plus de 2T en charge	2,02 €	2,11	2,16
Taxe de nettoyage			
par m ² de surface occupée	0,36 €	0,38	0,39
ou par m ² de façade marchande	0,64 €	0,67	0,68
Droit de resserre			
pour le matériel des commerçants laissé en permanence dans le marché, par m linéaire ou par objet, par jour	0,23 €	0,24	0,26

TARIFS NON INDEXABLES SUR L'INDICE K			
Redevance animation			
par mètre linéaire de façade marchande (max 15m) par séance	0,49 €	0,51	0,51
Taxe sur les ordures ménagères (par mètre linéaire de façade marchande)	0,32 €	0,34	0,28
Tarif fluides (par mètre linéaire)	0,15 €	0,16	0,21

Le Conseil municipal étant seul compétent pour arrêter les modalités de révision de droits de nature fiscale tels que les droits de place perçus dans les halles, foires et marchés, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'actualisation des droits de places à compter de l'entrée en vigueur de la délibération afférente, dans les conditions précitées.

RESSOURCES HUMAINES

17. Approbation de la mise à jour des emplois permanents

Ce rapport concerne la mise à jour des emplois, à partir du tableau primitif des emplois permanents.

Afin d'ajuster le tableau des effectifs de la Ville aux postes effectivement pourvus, il est nécessaire de procéder à la création des grades suivants :

GRADE	TEMPS DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE	Nombre de poste
Brigadier-chef principal	Temps complet	1
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	Temps complet	1
Adjoint territorial du patrimoine	Temps complet	1

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la mise à jour du tableau des effectifs.

CULTURE ET PATRIMOINE

18. Approbation du nouveau règlement intérieur de la Médiathèque de Bourg-la-Reine

La Médiathèque de Bourg-la-Reine a ouvert ses portes il y a 10 ans.

Après 10 années de fonctionnement et d'analyse des usages des publics qui fréquentent cet établissement ouvert à tous, il semble nécessaire, d'une part, de revoir et de mettre en cohérence les pratiques des agents qui y travaillent et, d'autre part, de discuter et de fixer des modalités d'usages des publics, notamment sur les aspects suivants :

- le rappel règlementaire dans lequel s'inscrit la Médiathèque, conformément l'article 1 de la Loi du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique
- l'intégration de la mention RGPD dans les formulaires d'inscription
- la gratuité de l'inscription pour les agents municipaux, les élus et les détenteurs de la Carte jeune municipale
- l'emprunt de nouveaux supports tels que les jeux de société et jeux vidéo

- la diminution du temps de retrait pour les ouvrages réservés
- la consultation libre du musée numérique du dispositif Micro-folie et de la plate-forme musicale Philharmonie à la demande
- le rappel à la charte de la laïcité dans les espaces publics
- la restriction du travail scolaire, universitaire et professionnel dans les 4 salles d'études

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le nouveau règlement intérieur de la Médiathèque de Bourg-la-Reine

19. Approbation d'une convention de reconnaissance de don manuel de deux pièces de faïence à conclure avec un particulier

Madame ORIOL Annette a fait don à la Ville de Bourg-la-Reine de deux pièces provenant d'une ancienne fabrique de faïences de Bourg-la-Reine :

- Une assiette, de 25 cm de diamètre figurant un paysage maritime et décoré de motifs bleus et jaunes, signée au dos « B. la. R » ; d'une valeur estimée à 150 euros ;
- Un pichet, d'une hauteur de 23 centimètres et de 19 centimètres de diamètre au plus large, figurant, d'un côté, un paysage maritime, de l'autre, un bouquet de fleurs ; l'ensemble dans des teintes de bleu et signé « B. la. R » ; d'une valeur estimée à 400 euros.

Ce don prendra la forme d'un « don manuel », qui n'obéit alors à aucun formalisme particulier et n'a pas à faire l'objet d'une délibération expresse du conseil municipal, comme l'a jugé la Cour de Cassation (Cour Cass. Civ. 1, 13 janvier 2016, n°14-28297). La remise de la chose à la Ville réalisera ainsi le don.

Pour éviter des problèmes de preuve, notamment sur la propriété de l'objet, il est néanmoins opportun de conclure une convention avec les donateurs, dénommée « pacte adjoint » ou « acte de reconnaissance de don manuel », qui permet d'établir le caractère libéral du transfert de propriété, l'acceptation du don et ses éventuelles conditions. Cette convention, conclue sans limitation de durée, n'est pas nécessaire à validité du don mais constitue un simple élément de preuve.

Elle précise notamment que le donateur consent au don à titre gracieux, sans condition ni charges, autres que celles de faire mentionner leurs noms sur les reproductions de l'œuvre, au profit de la Ville qui accepte cette donation. Elle autorise, par ailleurs, le donataire à reproduire l'œuvre et exploiter les photographies de l'objet sur tout support, notamment l'édition papier et l'édition électronique, le donataire s'engageant, néanmoins, à respecter l'inscription de la mention « © Ville de Bourg-la-Reine, don de la famille ORIOL ».

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention, annexée à la présente délibération, de reconnaissance de don manuel des deux pièces de faïence à conclure avec Madame ORIOL Annette.
- d'inscrire lesdits objets à l'inventaire des collections de la Ville de Bourg-la-Reine et de l'affecter à une activité d'intérêt général non lucrative.

VIE ASSOCIATIVE – ESPACES MUNICIPAUX

20. Approbation du versement d'une subvention exceptionnelle à l'unité locale de la Croix Rouge

L'unité locale de la Croix Rouge sollicite une subvention d'un montant de 8 000 € (huit mille euros).

Cette subvention est destinée à :

- 1) Permettre une mise aux normes d'un deuxième lot de secours, ce qui implique l'acquisition d'un électrocardiogramme pour un coût de 6 000 euros.
- 2) Participer aux travaux concernant les 2 locaux utilisés par l'unité locale de la Croix Rouge (coût d'amortissement de 5 000 euros en 2025):

- . Local du 66 boulevard du Maréchal Joffre : mise en place d'une signalétique permettant d'identifier clairement le local.
- . VestiBoutique : modernisation de la façade (les menuiseries d'origine sont anciennes, se détériorent et une perte d'étanchéité est constatée) et modernisation de l'espace d'accueil (pour adapter l'espace au flux toujours plus important).

Pour rappel, l'unité locale de la Croix Rouge bénéficie du soutien de 179 bénévoles.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'octroi de cette subvention.

21. Compte-rendu des décisions prises par le Maire, à l'intersession, dans le cadre de la délégation de pouvoirs votée par le Conseil Municipal :

1/ Décisions relatives à des concessions de terrain dans le cimetière communal

N°11290 à 11301

2/ Décision d'acquérir par exercice du droit de préemption urbain les lots de copropriété n°12 et 46 à usage de boutique, arrière-boutique, remise et garage, dépendant de l'ensemble immobilier sis à Bourg-la-Reine 94, avenue du Général Leclerc

Il est décidé d'acquérir, par exercice du droit de préemption urbain, les lots de copropriété n°12 et 46, représentant respectivement 38/1042 et 30/1042èmes des PCG, constitués d'une boutique et arrière-boutique d'une superficie de 37,32 m² et d'une remise et d'un garage pour une superficie de 27.15 m², le tout mis en location par un bail commercial en date du 6 juillet 2021, dépendant de l'ensemble immobilier cadastré section J n°70, sis à Bourg-la-Reine, 94, avenue du Général Leclerc, moyennant le prix de trois-cent-quarante-cinq mille (345 000) euros, auquel s'ajoute une commission d'agence d'un montant de dix-sept mille (17 000) euros à la charge de l'acquéreur. Le droit de préemption est exercé en vue d'assurer le maintien des activités orientées vers l'équipement de la personne, notamment de commerces de détail d'habillement.

Par suite de cet accord sur le prix de vente indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner, la vente dudit bien au profit de la commune de Bourg-la-Reine doit être considérée comme définitive. L'acte authentique sera dressé dans le délai de trois mois conformément à l'article R.213-12 du Code de l'urbanisme. Le prix d'acquisition sera payé, ou consigné en cas d'obstacle au paiement, dans les quatre mois qui suivent la décision d'acquérir le bien au prix indiqué dans la présente décision, conformément aux dispositions de l'article L.213-14 du Code de l'Urbanisme.

3/ Décision relative à l'exercice du droit de préemption sur un fonds de commerce sis sur les lots de copropriété n°12 et 46 à usage de boutique, remise et garage, dépendant de l'ensemble immobilier 94, avenue du Général Leclerc à Bourg-la-Reine

Il est décidé d'acquérir par voie de préemption le fonds de commerce au prix principal de 100 000 euros (cent mille euros), auquel s'ajoutent 8 000€ TTC de frais d'honoraire d'un agent immobilier, conformément au prix et conditions fixées dans la déclaration de cession de bail susmentionnée, moyennant un loyer annuel de 26 400€ hors charge (le présent bail n'étant pas soumis au régime de la TVA) sis 94 avenue du Général Leclerc à Bourg-la-Reine (92340). Le droit de préemption est exercé en vue d'assurer le maintien des activités orientées vers l'équipement de la personne, notamment de commerces de détail d'habillement. Il est rappelé que conformément à l'article R.214-9 du Code de l'Urbanisme, accord étant donné sur le prix et les conditions indiquées par la déclaration de cession de bail commercial, un acte constatant la cession sera dressé dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

4/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Bourg-la-Reine et la SAS PLX Auto

Il est décidé de conclure une convention d'occupation du domaine public entre la Ville et la SAS PLX Auto portant sur un local nu faisant partie du volume n°3 de l'état descriptif de division en volumes, situé sur un terrain cadastré section J, N°97 au 66 Boulevard du Maréchal Joffre et 12 (douze) emplacements de stationnement, situés dans le parking Joffre, 66 Boulevard du Maréchal Joffre. La convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une durée de 6 (six) mois, soit jusqu'au 30 juin 2025. Le montant de la redevance mensuelle est de 3 449.25€ (trois mille quatre cent quarante-neuf et 25 centimes). L'occupant prendra à sa charge les abonnements souscrits auprès des concessionnaires (eau, électricité, etc...) et s'acquittera directement des frais y afférents. Il supportera les contributions et taxes de toutes natures, établies ou à établir, qui lui incombent ou lui incomberaient du fait de la concession. La convention est annexée à la présente décision.

5/ Décision relative à la signature de la convention de prêt d'une exposition intitulée « Mathématiques, informatique...avec elles ! » prévue du 1^{er} au 15 février 2025

Il est décidé de conclure une convention de prêt à titre gratuit de l'exposition « Mathématiques, informatique...avec elles ! » prévue du 1^{er} février au 15 février 2025 à la Médiathèque.

6/ Décision relative à la fixation des participations familiales pour les départs en classe découverte au cours de l'année scolaire 2024 / 2025

Il est décidé de fixer les participations familiales pour les séjours en classe découverte destinés aux élèves des écoles élémentaires et maternelles de la Ville, comme suit. Le principe étant celui d'une grille des participations familiales calculées sur la base d'un taux de participation sur le coût du séjour, allant de 20% du coût du séjour pour les quotients inférieurs à 244 euros à 70% du coût du séjour pour les quotients supérieurs à 1477 euros ainsi qu'un tarif hors commune fixé à 80% du coût du séjour :

			SEJOUR des ECOLES MATERNELLES 3 jours Coût/séjour/enfant	SEJOURS DES ECOLES ELEMENTAIRES 5 jours Coût/séjour/enfant				
			Thème unique Poneys, soins aux animaux et découverte de la ferme Coût réel séjour : 270 €	Thème 1 Equitation et découverte de l'environnement Coût réel séjour : 429,50 €	Thème 2 Les châteaux, du Moyen-Age à la Renaissance Coût réel séjour : 487,75 €	Thème 3 La seconde guerre mondiale, les plages du Débarquement Coût réel séjour : 446,15 €	Thème 4 L'Astronomie Coût réel séjour : 452,40 €	Thème 5 Le Volcanisme Coût réel séjour : 501,80 €
Quotients familiaux		Participation Famille (en %)	Participation familiale (en €)	Participation familiale (en €)				
A	Moins de 244 €	20	54,00 €	85,90 €	97,55 €	89,23 €	90,48 €	100,36 €
B	De plus de 244 € à 346 €	25	67,50 €	107,38 €	121,94 €	111,54 €	113,10 €	125,45 €
C	De plus de 346 € à 449 €	30	81,00 €	128,85 €	146,33 €	133,85 €	135,72 €	150,54 €
D	De plus de 449 € à 552 €	35	94,50 €	150,33 €	170,71 €	156,15 €	158,34 €	175,63 €
E	De plus de 552 € à 654 €	40	108,00 €	171,80 €	195,10 €	178,46 €	180,96 €	200,72 €
F	De plus de 654 € à 758 €	45	121,50 €	193,28 €	219,49 €	200,77 €	203,58 €	225,81 €
G	De plus de 758 € à 861 €	49	132,30 €	210,46 €	239,00 €	218,61 €	221,68 €	245,88 €
H	De plus de 861 € à 964 €	52	140,40 €	223,34 €	253,63 €	232,00 €	235,25 €	260,94 €
I	De plus de 964 € à 1067 €	55	148,50 €	236,23 €	268,26 €	245,38 €	248,82 €	275,99 €
J	De plus de 1067 € à 1169 €	58	156,60 €	249,11 €	282,90 €	258,77 €	262,39 €	291,04 €
K	De plus de 1169 € à 1272 €	61	164,70 €	262,00 €	297,53 €	272,15 €	275,96 €	306,10 €
L	De plus de 1272 € à 1375 €	64	172,80 €	274,88 €	312,16 €	285,54 €	289,54 €	321,15 €
M	De plus de 1375 € à 1477 €	67	180,90 €	287,77 €	326,79 €	298,92 €	303,11 €	336,21 €
N	Plus de 1477 €	70	189,00 €	300,65 €	341,43 €	312,31 €	316,68 €	351,26 €
	Hors commune	80	216,00 €	343,60 €	390,20 €	356,92 €	361,92 €	401,44 €

Il est décidé que le tarif « hors commune » figurant sur la grille tarifaire à l'article 1 de la présente décision, sera appliqué aux enfants des familles ne pouvant bénéficier d'un quotient familial en raison d'une domiciliation hors du territoire communal, à l'exception des enfants du Personnel communal et de ceux des enseignants des écoles de la Ville. Avant le séjour, la Ville procède à l'envoi d'une facture aux familles dont le règlement pourra s'effectuer en plusieurs versements selon un échéancier prédéfini. Au terme du délai de paiement, les factures impayées feront l'objet d'un recouvrement par les soins du service de gestion comptable de Fontenay-aux-Roses. Si la famille refuse le départ de son enfant en classe de découvertes avant le départ, la Ville se réserve le droit de procéder au recouvrement de tout ou partie de la participation familiale due en fonction des frais de désistement qui seront supportés par la Ville. Seul un motif d'ordre médical dûment justifié donnera lieu à l'annulation de la facture et au remboursement des sommes déjà versées. La famille en situation de mises en recouvrement de créances récurrentes pour le compte de la Ville de Bourg-la-Reine, pourra voir la participation de son enfant au séjour conditionnée à la production, sur demande de la Ville, d'un justificatif de paiement de la dette ou d'un échéancier de paiement établi par le service de gestion comptable de Fontenay-aux-Roses.

7/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public avec le Foyer de vie Notre-Dame concernant la mise à disposition du Stade municipal et du dojo du complexe sportif des bas-coquarts

Il est décidé de conclure une convention d'occupation du domaine public relative au stade municipal situé 34 rue Charpentier à Bourg-la-Reine, et le complexe des Bas-Coquarts situé au 8 avenue de Montrouge entre le foyer de vie Notre-Dame et la ville de Bourg-la-Reine, pour la période du 2 septembre 2024 au 4 juillet 2025 les mardis de 10h00 à 11h00, les jeudis de 10h00 à 11h00 et de 15h00 à 16h00, les mercredis de 15h00 à 16h00 hors vacances scolaires. Il est dit que la mise à disposition est consentie à titre gracieux, compte tenu de l'intérêt social et pédagogique des activités de l'occupant, association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

8/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Institut Notre-Dame concernant la mise à disposition du Complexe sportif des Bas-Coquarts et du stade municipal

Il est décidé de conclure une convention d'occupation du domaine public relative à la halle des sports au sein du complexe sportif des Bas-Coquarts et le stade municipal entre l'Institut Notre-Dame et la Ville de Bourg-la-Reine pour la période du 2 septembre 2024 au 4 juillet 2025, les lundis de 8h15 à 12h00 et de 13h05 à 17h00, les mardis de 8h15 à 12h00 et de 13h05 et 17h00, les mercredis de 8h15 à 12h00, les jeudis de 8h15 à 12h00 et de 13h05 à 17h00 et les vendredis de 8h15 à 12h00 et de 13h05 à 17h00 hors vacances scolaires. La convention de mise à disposition est consentie à titre gracieux compte tenu de l'intérêt social, éducatif et pédagogique que représentant les activités de l'occupant.

9/ Décision relative à l'ouverture d'une ligne de trésorerie à hauteur de 3 000 000€ avec la Caisse d'Epargne

Il est décidé de conclure une convention avec la Caisse d'Epargne pour l'ouverture d'une ligne de trésorerie interactive (LTI) d'un montant de 3 000 000 €. Les principales caractéristiques de la ligne de trésorerie sont les suivantes :

- Montant : 3 000 000 €
- Durée : 1 an à compter de la date de signature du contrat
- Taux d'intérêt : Index ESTER augmenté d'une marge de 0.62€ (base de calcul : exact/360)
- Process de traitement automatique :
 - o Tirage : crédit d'office
 - o Remboursement : débit d'office
- Demande de tirage : aucun montant minimum
- Paiement des intérêts : chaque mois civil par débit d'office
- Frais de dossier : 1500€
- Commission d'engagement : sans
- Commission de mouvement : sans
- Commission de non-utilisation : 0.08 % de la différence entre le montant de LTI et l'encours

10/ Décision relative au dépôt d'une dossier de demande de subventions auprès du Conseil Régional d'Ile-de-France dans le cadre du projet d'extension du dispositif de vidéoprotection de la Ville de Bourg-la-Reine

Il est décidé de déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Régional d'Ile-de-France dans le cadre du projet de développement du dispositif de vidéoprotection de la ville de Bourg-la-Reine. Le coût estimatif du projet s'établit à 225 733.42 € HT, soit 270 880.10€ TTC. La participation du Conseil Régional s'établit à hauteur de 67 793€.

11/ Décision relative au dépôt d'une dossier de demande de subventions auprès du Conseil Régional d'Ile-de-France dans le cadre du projet d'achat de caméras piétons et de radios de communication pour les agents de la police municipale.

Il est décidé de déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Régional d'Ile-de-France dans le cadre du projet d'achat de caméras piétons et de radios de communication pour les policiers municipaux. Le coût estimatif du projet s'établit à 19 403.10€ HT, soit 23 283.72€ TTC. La participation du Conseil Régional d'Ile de France s'établit à hauteur de 5 835.06€

12/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation provisoire et révocable, au titre d'un logement d'urgence à titre exceptionnel et transitoire, dans le cadre de l'article 40 V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 entre la Ville de Bourg-la-Reine et un particulier

Il est décidé de conclure à compter du 1^{er} février 2025 une convention d'occupation provisoire et révocable, au titre d'un logement d'urgence à titre exceptionnel et transitoire, dans le cadre de l'article 40 V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 entre la Ville de Bourg-la-Reine et un particulier. La convention est conclue pour une durée d'un mois non renouvelable, soit jusqu'au 28 février 2025. Le montant du loyer mensuel est de 787.58 euros tout charges collectives comprises. Les prestations d'électricité, de gaz et d'eau resteront à la charge exclusive de l'occupant.

13/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation provisoire et révocable, au titre d'un logement d'urgence à titre exceptionnel et transitoire, dans le cadre de l'article 40 V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 entre la Ville de Bourg-la-Reine et l'association AUXILIA

Il est décidé de conclure à compter du 1^{er} février 2025 une convention d'occupation provisoire et révocable, au titre d'un logement d'urgence à titre exceptionnel et transitoire, dans le cadre de l'article 40 V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 entre la Ville de Bourg-la-Reine et l'association AUXILIA représentée par Madame Alessandra FLAHAULT, directrice associative, sis 18 avenue Galois à Bourg-la-Reine. La convention est conclue pour une durée de 3 mois renouvelable pour la même durée dans une limite maximale d'un an. Le montant du loyer est de 2 497 euros, étant précisé que ce montant n'inclut pas les frais liés aux consommations d'électricité, de gaz et d'eau qui demeureront à la charge exclusive du locataire.

14/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation provisoire et révocable, au titre d'un logement d'urgence à titre exceptionnel et transitoire, dans le cadre de l'article 40 V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 entre la Ville de Bourg-la-Reine et d'un agent de la Ville

Il est décidé de conclure à compter du 16 janvier 2025 une convention d'occupation provisoire et révocable, au titre d'un logement d'urgence à titre exceptionnel et transitoire, dans le cadre de l'article 40 V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 entre la Ville de Bourg-la-Reine et un agent de la Ville. La convention est conclue pour une durée de 3 mois, soit jusqu'au 15 avril 2025 inclus, et ne pourra être tacitement reconduite. Le montant du loyer mensuel est de 779.00€ (sept cent soixante-dix-neuf euros), charges comprises à l'exclusion des charges d'électricité, de gaz et d'eau qui restent à la charge du locataire.

15/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation précaire et révocable entre la Ville de Bourg-la-Reine et un particulier

Il est décidé de conclure à compter du 19 janvier 2025 avec un particulier, une convention d'occupation précaire et révocable leur mettant à disposition un appartement situé dans l'immeuble 33 avenue du Petit Chambord à Bourg-la-Reine, pour une durée d'une année. Le montant de la redevance mensuelle est de 1009.80 euros charges collectives comprises.

16/ Décision relative à l'aliénation de gré à gré d'un lot de 19 chaises couleur framboise, pour un prix 339€

Il est décidé l'aliénation de gré à gré d'un lot de 19 chaises couleur framboise, vendu en l'état, par le biais du site Agorastore à Monsieur Maurice BOULI qui a fait la dernière enchère la plus haute au prix de 339 euros TTC.

17/ Décision relative à la conclusion des modifications n°5 aux accords-cadres relatifs à la fourniture de produits d'entretien, d'hygiène et de petits matériels pour la Ville de Bourg-la-Reine portant sur les lots n°2 "Ouate" et n°5 "Sacs à déchets" référencés DEDU-2131-AO)

Il est décidé de conclure pour la période à compter de la date de notification de ces avenants au 31 décembre 2025, avec la société Hersand les deux actes modificatifs n°5, aux accords-cadres relatifs à la fourniture de produits d'entretien, d'hygiène et de petits matériels portant sur les lots n°2 « Ouate » et n°5 « Sacs à déchets ».

Les deux avenants n'ont pas d'incidence financière sur les montants minimum et maximum annuels fixés initialement, ces derniers restant inchangés. La commission d'appel d'offres n'a pas été saisie, le

montant de chaque modification n'excédant pas 5% du montant maximal de l'accord-cadre initialement conclu.

18/ Décision relative à la conclusion d'un bail commercial entre la ville de Bourg-la-Reine et L'ATELIER GABRIEL représenté par Monsieur Gabriel ROCHARD

Il est décidé de conclure, à compter du 1^{er} mars 2025, entre la ville et L'ATELIER GABRIEL, dont le siège social est situé 33 rue de la Bièvre à Bourg-la-Reine (92340), immatriculé au registre du commerce de Vannes sous le n°535 125 124, et représenté par Monsieur Gabriel ROCHARD son gérant, un bail commercial pour la location de l'atelier 15 du Village Artisanal sis 33 rue de la Bièvre à Bourg-la-Reine moyennant un loyer principal de huit cent euros (800€) pour le local, de vingt-cinq euros (25€) pour les charges et de quarante euros (40€) pour le parking.

Le présent bail est consenti pour une durée de neuf (9) années entières et consécutives à compter de sa date d'entrée en vigueur. Les recettes correspondantes seront imputées au budget communal.

19/ Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public avec Madame MALBOS Stéphanie, Rhumatologue, concernant la mise à disposition d'un bureau de soins et des parties communes d'un local sis au 18 rue des rosiers à Bourg-la-Reine

Il est décidé de conclure une convention d'occupation du domaine public relative à la mise à disposition d'un bureau de soins et des parties communes au sein d'un local sis au 18, Rue des Rosiers à Bourg-la-Reine entre Madame MALBOS Stéphanie et la Ville de Bourg-la-Reine. La convention est conclue à compter du 1^{er} mars 2025 pour une durée d'un (1) an et pourra être reconduite tacitement sans que sa durée ne puisse excéder trois (3) ans. La mise à disposition des locaux est consentie à titre onéreux. Madame MALBOS Stéphanie s'engage à régler au propriétaire une redevance mensuelle d'un montant de 694.50€ (six-cent-quatre-vingt-quatorze euros et cinquante centimes) qui se décompose comme suit :

- D'une part fixe mensuelle d'un montant de 569.25€ qu'elle s'oblige à payer avant le 5 de chaque mois
- D'une provision sur charges de 125.25€ qu'elle s'oblige à payer avant le 5 de chaque mois
D'une part variable annuelle équivalente à 1% du chiffre d'affaires réalisé par l'occupante à raison des activités exercées sur le domaine occupé l'année N. L'occupante s'engage à verser cette part variable avant le 1^{er} septembre de l'année N+1.

La recette correspondante est imputée au budget communal.

20/ Décision relative à une demande de subvention auprès de la Métropole du Grand Paris dans le cadre du programme « Innover dans la Ville » portant sur la mise en place d'une application mobile de stationnement intelligent

Il est décidé de déposer un dossier de demande de subvention de 15 999.00€ auprès de la Métropole du Grand Paris au titre du Fonds « Innover en Ville », représentant 50% du coût HT de l'assiette éligible du projet. Le coût global estimatif de ce projet s'établit à 31 998.00€HT, soit 38 397.60€TTC.

Il est rendu compte des marchés et contrats de prestations de services conclus depuis le dernier Conseil Municipal en application des articles L.2122-22 et 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Titulaire (nom et siège so- cial)	Objet de la prestation (brève des- cription)	Date de noti- fication	Date de dé- but	Date de fin	Reconduction	Forme de prix	Montant annuel HT maxi- mum	Montant annuel maximum TTC (ou montant de la pres- tation Si unique)	Montant global HT	Mon- tant global TTC (si plu- ri- an- nel)
Schindler Agence grand Paris Sud 21 bis rue Aristide Briand 92170 Vanves Ce- dex	Maintenance des ascenseurs	30/12/2024	01/01/2025	31/12/2025		Forfaitaire	13 355,10 € HT	16 028,12 € TTC		
Schindler Agence grand Paris Sud 21 bis rue Aristide Briand 92170 Vanves Ce- dex	Maintenance des plateformes PMR	30/12/2024	01/01/2025	31/12/2025		Forfaitaire	1 813,93 € HT	2 176,72 € TTC		
UXELLO- Fabécra ZA des Epi- neaux – 11- 13 av. Louis	Contrôle et maintenance des installations de désenfumage	03/01/2025	03/01/2025	02/01/2026	Sans	Forfaitaire	5 897,00 € HT	7 076,40 € TTC		

Bleriot 95741 Frepillon										
Protect Sécurité 18-22 rue d'Arras 92000 Nanterre	Vérification extincteurs	02/01/2025	02/01/2025	01/01/2026	Sans	Forfaitaire	5 333,80 € HT	6 400,56 € TTC		
Eco sécurité (protection du coût sécurisé) 20 rue Berthe Morisot 95220 Herblay	Travaux centrale incendie Les Colonnes	21/01/2025	21/01/2025		Sans	Forfaitaire	49 000,00 € HT	58 800,00 € TTC		
Lot 1 : cars NEDROMA Rue des Guyards 91200 ATHIS-MONS	Transport en autocar_ Lot 1 Sorties piscine scolaire	04/02/2025	02/01/2025	31/12/2027	Tacite	Unitaire			60 000,00 € HT	66 000,00 € TTC
Lot 2 : autocars R.SUZANNE 4 avenue Winston Churchill 94190 Ville- neuve St Georges	Transport en autocar _ Lot 2 Sorties diverses tout public	23/01/2025	02/01/2025	31/12/2027	Tacite	Unitaire			120 000,00 € HT	132 000,00 € TTC

JURIS-PRO-JET INSTITUT DE LA COM- MANDE PU- BLIQUE 13 Bis Ave- nue de la Motte-Pic- quet – 75 007 PARIS	AMO pour l'éta- blissement d'ac- cords-cadres et marchés subsé- quents - plurian- nuels com- plexes-travaux d'entretien et prestations con- nexes	14/01/2025	14/01/2025	31/12/2025	Sans	Forfaitaire			38 000,00 € HT	
JURIS-PRO-JET INSTITUT DE LA COM- MANDE PU- BLIQUE 13 Bis Ave- nue de la Motte-Pic- quet – 75 007 PARIS	AMO pour l'éta- blissement d'ac- cords-cadres et marchés subsé- quents - plurian- nuels com- plexes-presta- tions intellec- tuelles liées au secteur de la construction et de l'urbanisme + contrôles pé- riodiques régle- mentaires	14/01/2025	14/01/2025	31/12/2025	Sans	Forfaitaire			38 000,00 € HT	
Marie-Rose SCAVELLI 1 Rue Che- vreul 75011 PA- RIS	Analyse des pratiques pro- fessionnelles auprès des di- rectrices de crèches	11/03/2025	11/03/2025	31/12/2025	Sans	Forfaitaire		5 600,00 € TTC		
Association Pour ma pomme ! Création et diffusion de spectacles vivants 49	Location de sculptures so- nores dans le cadre du temps fort En mars, cap sur la Musique !	05/03/2025	05/03/2025	18/03/2025	Sans	Forfaitaire	1 374,41 € HT	1 450,00 € TTC		

320 Blaison Gohier										
Scutum 21 rue du Pont des Halles 94536 Run-gis cedex	Installation, maintenance des alarmes anti-intrusion et télésurveillance	25/03/2025	25/03/2025	31/12/2025	Sans	Unitaire			39 667,00 € HT	
EMS ZI du Chemin Vert 8 rue de l'Angoumois 95100 Ar-genteuil	Maintenance des Systèmes de sécurité incendie multi sites	25/03/2025	25/03/2025	31/12/2025	Sans	Unitaire			33 000,00 € HT	
Techni'cité 31 rue d'Es-tienne d'Orves 91370 Ver-rières le Buisson	Mission de maîtrise d'œuvre relative à la rénovation de l'éclairage public des terrains de foot du stade Charpentier	07/02/2025	07/02/2025	06/02/2027	Sans	Forfaitaire	25 000,00 € HT	30 000,00 € TTC		

DIA COMMUNE

N° DIA Date de dépôt	Adresse du Bien	Références cadastrales		DPU	Désignation du bien	Surface du ter- rain Surface U ou H		Occupation
25/00001 23/01/2025 GNAU	105 – 115 avenue Du Général Leclerc	O	5, 51, 7 et 8	S	Local commercial dans une copro- priété située dans un lot de volume	6338 m ²	248 m ²	par un locataire
25/00002 06/02/2025	30 ter rue Alfred Nomblot	V	20	S	Terrain bâti – ha- bitation	163 m ²	67 m ²	sans occupant
25/00003 10/02/2025 GNAU	24 rue Yvonne	L	42	S	Terrain bâti – ha- bitation	119 m ²	53 m ²	sans occupant
25/00004 12/02/2025	83, rue Hoffmann	S	209	S	Terrain bâti – ha- bitation	211 m ²	112 m ²	par le(s) propriétaire(s)
25/00006 19/02/2025 GNAU	22, avenue Mirebeau	F	91	S	Terrain bâti – ha- bitation	200 m ²	69 m ²	sans occupant

25/00007 20/02/2025 GNAU	42, rue du Colonel Candelot	M	91	S	Terrain bâti – habitation	211 m ²	136 m ²	sans occupant
25/00008 26/02/2025	18 rue de Fontenay / rue Cécile Vallet	D	85	S	Appartement et emplacement de stationnement dans une copropriété	373 m ²	61 m ²	sans occupant
25/00009 05/03/2025 GNAU	11 rue Yvonne	L	25	S	Terrain bâti – habitation	203 m ²	151 m ²	par le(s) propriétaire(s)
25/00010 05/03/2025	23 bis rue Pasteur	U	92	S	Terrain bâti – habitation	189 m ²	87,33 m ²	par le(s) propriétaire(s)
25/00011 07/03/2025	18 rue de Fontenay / rue Cécile Vallet	D	85	S	Appartement et emplacement de stationnement dans une copropriété	373 m ²	68 m ²	sans occupant
25/00012 10/03/2025	31 rue Alfred Nomblot	V	49	S	Terrain bâti – habitation	329 m ²	137,68 m ²	sans occupant
25/00013 13/03/2025	10 rue Yvonne et 28-34 rue Yvonne	L	38 et 233	S	Terrain bâti – habitation et garage dans une copropriété	142 m ² et 2605 m ²	117,45 m ²	par le(s) propriétaire(s)
25/00014 20/03/2025 GNAU	78, rue Jean-Roger Thorelle	H	278	S	Terrain bâti – habitation	425 m ²	201 m ²	par le(s) propriétaire(s)